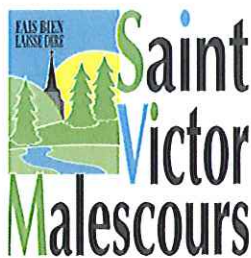


Mairie de

le 3 juin 2019



DREAL Auvergne Rhône-Alpes
7 rue Léo Lagrange

Tél. : 04.71.61.05.09
commune.stvictormalescours@orange.fr

63003 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1

Objet : Demande d'examen au cas par cas

Madame, Monsieur,

La Commune de Saint-Victor-Malescours a prescrit la révision de son PLU approuvé le 25 octobre 2007, par délibération du 26 octobre 2017. La commune a réalisé un diagnostic du territoire mettant en exergue les enjeux, un projet de territoire, PADD débattu en Conseil Municipal du 18 juin 2018, et a travaillé à la traduction réglementaire des orientations, notamment avec l'établissement du zonage et des OAP. Le diagnostic de territoire a été présenté aux personnes publiques associées en Mai 2018, le PADD en Novembre 2018 et le projet de zonage en Avril 2019.

Le projet de révision du PLU est ainsi avancé mais non finalisé, la commune est en cours de réalisation du règlement du PLU. L'objectif est d'approuver ce document avant les élections municipales de mars 2020.

Des études sont en cours et les résultats seront intégrés dans le PLU, à savoir le schéma directeur d'assainissement, le zonage pluvial.

Je vous informe que la Commune de Saint-Victor-Malescours n'est pas concernée par un site Natura 2000.

Par ce présent courrier, nous réalisons la demande au cas par cas concernant les « documents d'urbanisme ».

Nous vous joignons le questionnaire rempli ainsi que des documents en annexes.

Nous restons à votre disposition pour de plus amples informations.

Restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,
J. CHAMPANET



EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME ÉLABORATION ET PROCEDURES D'ÉVOLUTION

Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.

En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.

Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP,...), à transmettre en annexe.

Les liens Internet sont donnés à titre indicatif

1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux

Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Précisez l'intitulé précis de la procédure engagée : – PLU ou carte communale ? – élaboration, révision, modification, mise en compatibilité, etc ?	Révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victor-Malescours, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 25 octobre 2007.

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :

Le cas échéant, quelle est la date de débat de votre PADD ?	PADD débattu en Conseil Municipal du 18 juin 2018
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	Arrêt envisagé fin Août début septembre

2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	Commune de Saint-Victor-Malescours
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	Le Bourg 43140 Saint-Victor-Malescours Tel : 04 71 61 05 09
NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	

3. Caractéristiques générales de votre projet

3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?		
Oui	Non	<p><i>Si oui, indiquez la date d'approbation du document et précisez si une procédure de révision du SCoT est en cours</i> <i>Si non, indiquez si un projet de SCoT est en cours</i></p> <p>La commune de Saint-Victor-Malescours est couverte par le SCoT de la Jeune-Loire, approuvé le 02 février 2017.</p>

3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?		
Oui	Non	<p><i>Si oui, précisez sa date d'approbation et s'il a fait l'objet ou non d'une évaluation environnementale</i></p> <p><i>Si votre projet concerne une révision allégée ou une modification de ce document d'urbanisme, précisez quelle est la nature des évolutions et joignez en annexe les documents actuels (plan de zonage et règlement AVANT et APRÈS évolution)</i></p> <p>Saint-Victor-Malescours est couverte par un PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal le 25 octobre 2017.</p> <p>Il a fait l'objet de 4 révisions simplifiées et d'une modification, approuvées le 1^{er} mars 2012.</p>

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?						
Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?		829 habitants en 2015 (826 en 2016, population municipale)				
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?		Superficie : 1447 ha				
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?		L'intégralité du territoire est concernée, soit 1447 ha				
<p>Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles.</p> <p>Annexe à joindre : document graphique du plan en vigueur ou du projet</p>		Zone	Surface (ha)	%	TOTAL	
		U	UA	2,42 ha	0,17 %	41,57 ha
			UB	39,15 ha	2,71 %	
		AU	AU	1,35 ha	0,09 %	5,30 ha
			AUb	3,95 ha	0,27 %	
		A		803,80 ha	55,55 %	1 400,33 ha
		N		596,53 ha	41,22 %	
TOTAL		1447ha	100%	1 447 ha		

3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?

Annexe à joindre : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joindre les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)

Le projet de territoire de Saint-Victor-Malescours, débattu en conseil municipal du 18 juin 2018, s'établit à horizon 2030 et s'articule autour de deux thématiques :

- Préserver le caractère rural de Saint-Victor-Malescours,
- Assurer un développement urbain dans ce contexte paysager,

AXE 1 – Préserver le caractère rural de Saint-Victor-Malescours

L'activité agricole, importante sur la commune, est à pérenniser en préservant les exploitations agricoles existantes et en permettant d'en accueillir de nouvelles. Il convient de maintenir les vues éloignées et un paysage ouvert. Certains espaces agricoles à enjeux pourront ainsi être rendus inconstructibles pour des raisons agronomiques, paysagères, environnementales ou de risques.

L'objectif est également de préserver la biodiversité du territoire, avec la trame bleue composée des cours d'eau et secteurs humides, la trame verte avec les boisements, haies bocagères et alignements d'arbres. L'exploitation forestière est dans ce cadre une activité à pérenniser. Des corridors écologiques d'échelle locale sont à maintenir notamment le long de la Semène et de la Genouille, et de façon transversale entre ces deux cours d'eau sur la partie Sud, et entre la Semène et le bois de Bramard sur la partie Nord.

L'identité patrimoniale de la commune est à préserver, notamment le bâti remarquable des deux châteaux, les fermes pouvant nécessiter des changements de destinations, et le patrimoine vernaculaire. Des prescriptions architecturales particulières sont ainsi nécessaires pour maintenir cette identité communale.














Le caractère rural provient de nombreux hameaux, villages, à vocation agricole ou non. Il convient de favoriser l'aménagement du bâti et de limiter le développement urbain à certains hameaux principaux, dans l'objectif de recentrer le développement de l'habitat sur le bourg.

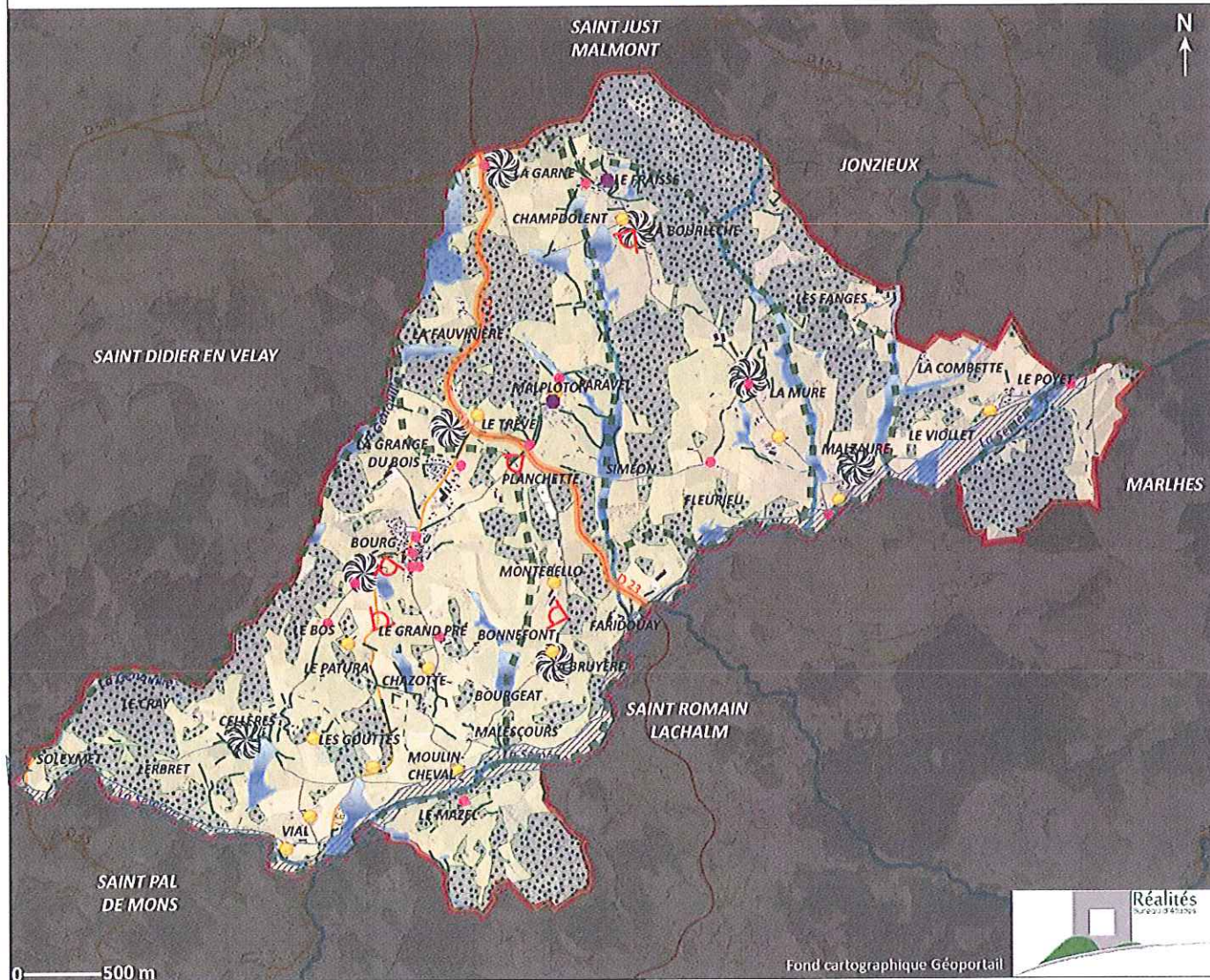
Les risques, notamment d'inondation et liés à la RD 23, sont à prendre en compte dans le projet de développement de la commune.

Cet axe s'organise en cinq volets :

- Maintenir une activité agricole dynamique
- Préserver les éléments constitutifs de la biodiversité du territoire
- Mettre en valeur le patrimoine local
- Préserver les hameaux
- Prendre en compte les risques

PRESERVER LE CARACTERE RURAL DE SAINT VICTOR-MALESCOURS

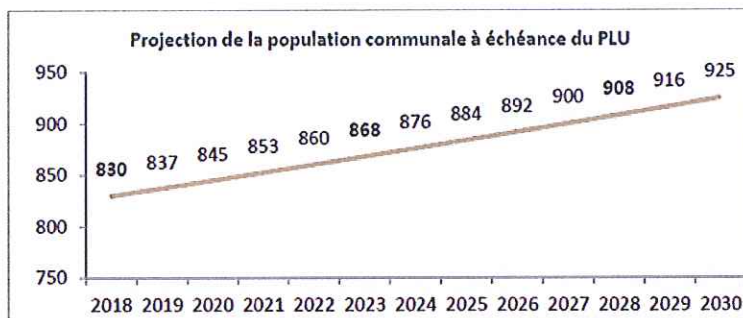
- | | | | |
|---|--|---|---|
|  | Permettre le développement de l'agriculture |  | Préserver les cônes de vue |
|  | Pérenniser et développer les exploitations agricoles (à titre indicatif) |  | Valoriser le patrimoine remarquable |
|  | Conserver la trame verte |  | Préserver les éléments du petit patrimoine |
|  | Maintenir la trame bleue |  | Limiter le développement des hameaux |
|  | Conforter les corridors écologiques |  | Permettre l'évolution des habitations et les changements de destination sous conditions |
| | |  | Prendre en compte les risques |
| | |  | Prendre en compte le risque d'inondation |
| | |  | Inciter à la sécurisation des traversées de la RD23 |



3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?

AXE 2 – Assurer un développement urbain de Saint-Victor-Malescours dans ce contexte paysager

L'objectif est de poursuivre une croissance démographique de l'ordre de 0,90-0,91 % par an, en compatibilité avec les orientations du SCOT, maintenant la commune autour des 1000 habitants en 2030.



En cohérence avec cette ambition démographique, il est nécessaire de créer environ 70 logements entre 2018 et 2030 (*moyenne de 4,2 logements par an sur 2015-2024 et 5,3 par an sur 2025-2030*), en privilégiant l'aménagement du bâti, et notamment la transformation de résidences secondaires en principales et le changement de destination d'anciens bâtiments agricoles dans les hameaux (en limitant le nombre pour des raisons d'équilibre, de desserte voirie et réseaux, de prise en compte des enjeux agricoles et des risques, ...). La construction neuve est priorisée dans le Bourg (en comblement de dent creuse au Nord du bourg ancien, également au Nord en continuité Sud du lotissement du Pin, et en entrée Ouest du Bourg au Sud du lotissement des Genêts), et de façon plus limitée sur certains hameaux identifiés comme tels. Ce développement urbain se réalisera en tenant compte d'une nécessaire utilisation économe de l'espace. Les façades bâties de qualité du bourg historique sont à préserver, façade Sud-Est et Est avec des urbanisations qui doivent s'intégrer dans ce contexte bâti. Des coupures d'urbanisation sont à préserver autour du Bourg, avec le secteur du Paradis au Sud, entre le hameau du Trève et le lotissement du Pin au Nord.

Il convient de maintenir une densité moyenne de 10 logements à l'hectare. L'enveloppe globale urbanisable pour la commune est d'environ 6,5 hectares à horizon 2030, dont près de 0,8 ha qui sera à échelonner dans le temps. La commune s'inscrit dans le cadre d'une gestion économe de l'espace par une réflexion sur une urbanisation future plus maîtrisée, se traduisant par une réduction de la surface constructible, permettant de redonner des terres à l'agriculture ou à une vocation naturelle, un échelonnement dans le temps des constructions, une diversité des formes bâties et une localisation des surfaces constructibles davantage autour du bourg.

La diversification du parc de logements (forme et typologie) reste un objectif pour assurer un parcours résidentiel complet des habitants. La réalisation de logements sociaux pourra être incitée et le maintien d'une bonne représentativité de logements locatifs (autour de 20%) sera visé.

La commune souhaite préserver l'activité économique existante, avec les commerces et services de proximité, l'activité économique dans le bourg et les entreprises dispersées sur le territoire, en conciliant ce développement avec les divers enjeux du territoire. La diversification touristique reste un axe de développement à inciter.

La commune souhaite maintenir les équipements, aménager les espaces publics et maintenir un pôle sportif à la Garne.

La sécurisation des déplacements est un enjeu important avec la réflexion concernant la traversée de la RD 23, la sécurisation du carrefour à la Garne, le maillage modes actifs et plus particulièrement entre le Bourg et le secteur de la Garne, ... Le stationnement devra également être suffisant par rapport aux projets envisagés.

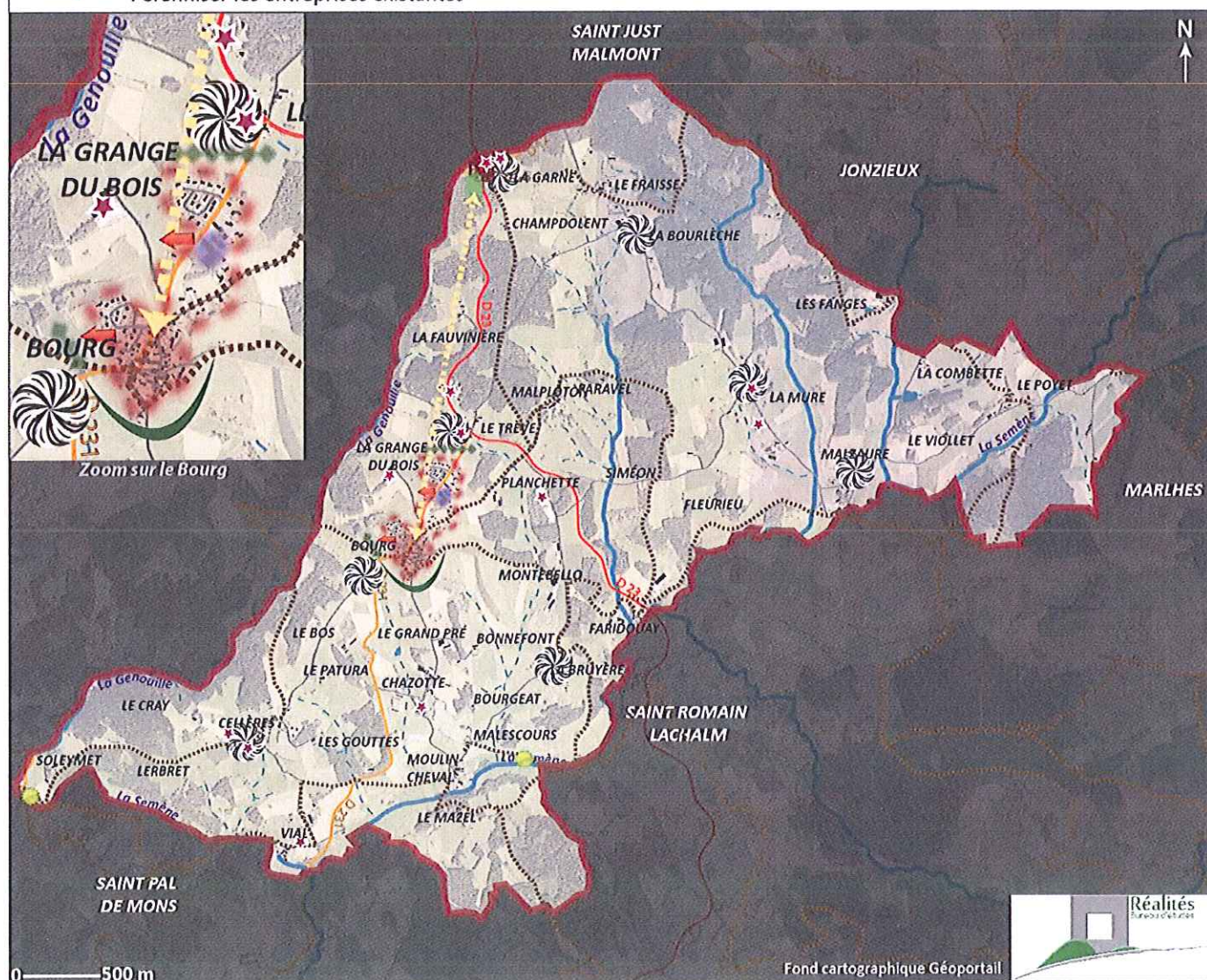
Ce développement urbain devra se réaliser en cohérence avec une bonne desserte en réseaux et intégrer la thématique énergétique.

Cet axe s'organise en six volets :

- Assurer un développement démographique continu et cohérent
- Privilégier un développement urbain autour du Bourg
- Pérenniser l'activité économique de la commune
- Offrir des équipements suffisants
- Organiser les déplacements
- Assurer une desserte en réseaux en lien avec le développement projeté

ASSURER UN DEVELOPPEMENT URBAIN DE SAINT VICTOR-MALESCOURS DANS CE CONTEXTE PAYSAGER

- | | | | |
|--|---|--|---|
| | Recentrer et diversifier le développement de l'habitat sur le Bourg | | Offrir et diversifier l'hébergement touristique |
| | Prévoir une extension de l'urbanisation | | Aménager des espaces touristiques et de loisirs |
| | Limiter le développement des hameaux | | Maintenir et entretenir les chemins de randonnée |
| | Etudier les possibilités de changement de destination d'anciens bâtiments agricoles | | Maintenir un pôle sportif et de loisirs |
| | Préserver des coupures vertes | | Sécuriser les dessertes routières et assurer un stationnement suffisant |
| | Mettre en valeur la façade Sud du Bourg | | Assurer une desserte en réseaux suffisante |
| | Maintenir les commerces, services et équipements | | Sécuriser le carrefour en lien avec le Département |
| | Maintenir une activité économique dans le Bourg | | Aménager une liaison modes actifs |
| | Pérenniser les entreprises existantes | | |



3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

Annexe à joindre : délibération engageant la procédure

La commune de Saint-Victor-Malescours dispose d'un PLU ayant été approuvé en 2007 et dont les principales orientations du projet de territoire étaient la protection affirmée du terroir agricole, la protection des secteurs sensibles du paysage, la prise en compte des risques et de l'environnement, le respect des contraintes supra-communales, la protection du patrimoine naturel et bâti, la préservation des paysages, le maintien de l'urbanisation, le maintien de l'identité des hameaux et le développement des équipements.

Ces orientations restent en partie d'actualité mais sont revues et complétées dans le cadre de la révision du PLU, afin de prendre en compte le nouveau contexte législatif et réglementaire ainsi que les projets communaux. De fait, les objectifs de la révision sont les suivants :

- La grenellisation du PLU selon les lois Grenelle de 2010,
- La mise en compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT de la Jeune-Loire approuvé le 02 février 2017,
- L'adaptation du projet actuel pour un nouvel horizon d'une dizaine d'années,
- La prise en compte de l'évolution socio-économique de la commune, en permettant de conserver un village autour des 1 000 habitants en portant l'effort sur le Bourg tout en permettant une certaine souplesse pour les principaux villages,
- L'étude de l'évolution des habitations en zones agricoles et naturelles et l'identification des bâtiments pouvant changer de destination dans ces zones tout en veillant à préserver l'avenir de la profession agricole,
- La prise en compte des aspects environnementaux de manière globale et transversale.

3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?

Oui	Non

3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?


	oui	non	Le cas échéant, précisez :
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :		X	Consultation de la CDPENAF sur l'évolution des habitations en zones A et N et sur les STECAL.
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		X	Révision du zonage d'assainissement et élaboration du zonage pluvial sur la commune mais la procédure est portée par la Communauté de Communes Loire Semène.

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...

	oui	non	Le cas échéant, précisez
Les dispositions de la loi Montagne ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270	X		La commune de Saint Victor-Malescours est classée en zone de montagne par arrêté de classement en date du 26/06/1961 modifié le 20/02/1974.
Les dispositions de la loi Littoral concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/ Sélection du zonage « Loi Littoral »		X	
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ? http://www.gesteau.eaufrance.fr/	X		Commune concernée par le : <ul style="list-style-type: none"> - Le SDAGE Loire-Bretagne, approuvé le 04 novembre 2015 pour la période 2016-2021, - Le SAGE Loire en Rhône-Alpes, approuvé le 30 août 2014 A l'échelle de Saint Victor-Malescours, les orientations se traduisent par : <ul style="list-style-type: none"> • Un débit de fuite dans les milieux naturels et les réseaux qui seront limités à 15l/s/ha. • Des volumes de rétention dimensionnés pour tous les événements pluvieux jusqu'à l'évènement d'occurrence

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...

	oui	non	Le cas échéant, précisez
			<p>10 ans.</p> <p>Concernant les zones humides, leur recensement a été effectué à partir des données du SAGE, et a été complété par un travail d'investigation de terrain. Aussi, des études complémentaires ont été réalisées par la commune (bureau d'études Crexeco) sur la zone humide de Bramard au droit du carrefour de la Garne afin d'affiner la localisation de son emprise géographique.</p> <p>Nouvelle délimitation de la zone humide en bleu foncé et ancien tracé de zone humide présumée en bleu clair.</p>
<p>Autres :</p> <p>Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...</p>	X		<p>Saint-Victor-Malescours adhère directement à la Communauté de Communes Loire Semène, créée le 28 décembre 2000 et regroupant 7 communes pour 20 493 habitants (INSEE, 2015).</p>

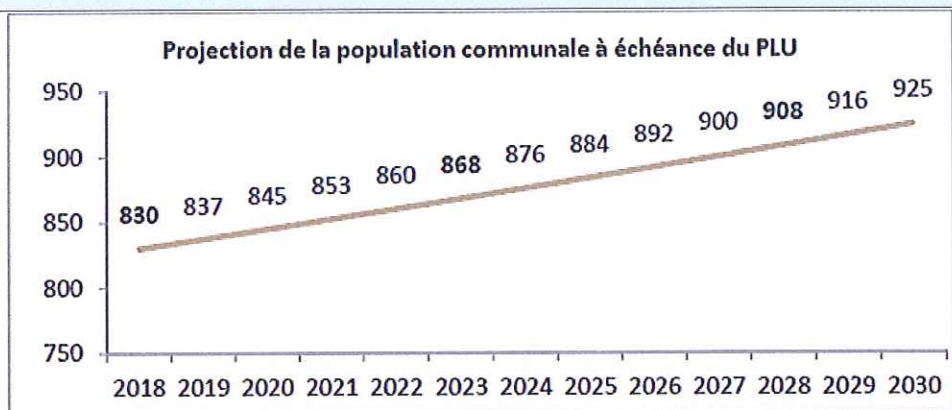
3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...			
	oui	non	Le cas échéant, précisez
			

3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ?
<p>Annexe(s) à joindre : Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone</p>
<p>Non concerné.</p>

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Présentation de votre projet																					
<p>À quel type de commune appartenez-vous ?</p> <p>Sélectionnez dans la liste ci-contre</p>	<p>Commune de centralité urbaine</p> <ul style="list-style-type: none"> Commune péri-urbaine de première couronne Commune péri-urbaine éloignée Pôle de vie au sein d'un espace péri-urbain Pôle rural ou centre-bourg dans un espace rural Commune rurale : Saint-Victor-Malescours est définie comme étant un village par le SCoT de la Jeune-Loire Autre : (précisez) 																				
<p>4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, précisez :</p>																					
<p>Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ?</p> <p>http://www.insee.fr/fr/methodes/nom_enclatures/cog/default.asp</p>	<p>L'observation des dynamiques démographiques qui touchent la commune de Saint Victor-Malescours, mettent en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un contexte rural expliquant une diminution de la population communale au début des années 1970, - Un phénomène de péri-urbanisation à partir de 1975, avec une population qui a plus que doublé entre 1975 et 2016 (passant de 356 à 826 habitants). <p>Entre 2006 et 2016, la commune a accueilli 78 habitants supplémentaires, soit une croissance démographique annuelle moyenne de +0,9 %.</p> <div style="text-align: center;"> <p>Evolution de la population communale</p> <table border="1"> <caption>Evolution de la population communale</caption> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Population</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1968</td> <td>411</td> </tr> <tr> <td>1975</td> <td>356</td> </tr> <tr> <td>1982</td> <td>375</td> </tr> <tr> <td>1990</td> <td>476</td> </tr> <tr> <td>1999</td> <td>673</td> </tr> <tr> <td>2009</td> <td>758</td> </tr> <tr> <td>2014</td> <td>831</td> </tr> <tr> <td>2015</td> <td>829</td> </tr> <tr> <td>2018</td> <td>830</td> </tr> </tbody> </table> <p>Source : INSEE, 2015</p> </div>	Année	Population	1968	411	1975	356	1982	375	1990	476	1999	673	2009	758	2014	831	2015	829	2018	830
Année	Population																				
1968	411																				
1975	356																				
1982	375																				
1990	476																				
1999	673																				
2009	758																				
2014	831																				
2015	829																				
2018	830																				
<p>Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ?</p> <p>Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?</p>	<p>L'objectif de la commune, à travers son projet de territoire, est de maintenir un niveau de croissance démographique annuelle moyenne de +0,90 - 0,91%, en lien avec la dynamique observée sur la dernière décennie et en compatibilité avec les orientations du SCoT (0,9% sur 2015-2024 et 0,91% sur 2025-2035).</p> <p>Cet objectif permettra d'atteindre une population communale d'un peu moins de 1 000 habitants en 2030, grâce à l'accueil d'une centaine d'habitants supplémentaires.</p>																				

4.1 Présentation de votre projet



Pour répondre à cet objectif, le PLU prévoit un besoin en logement de l'ordre de 70 logements sur 2018-2030, pour une moyenne de 4,2 logements par an sur 2015-2024 et de 5,3 logements sur 2025-2030. Cet objectif souligne une meilleure prise en compte des enjeux supra-communaux et une limitation de l'étalement urbain par rapport au PLU actuel, qui présentait un objectif de +6 logements/an.

Les capacités d'accueil du projet de PLU sont les suivantes :

- Capacités d'accueil en réhabilitation/renouvellement urbain :
 - o Remise sur le marché de logements vacants : aucun logement (la commune est caractérisée par un faible taux de logements vacants, à hauteur de 7% du parc en 2014), le SCOT s'oriente sur ce sujet sur un pourcentage de moins de 8% pour les villages, qui est déjà atteint dans la commune. Il n'existe pas de vacance lourde mais liée à de la rétention foncière dans le bourg (succession, personnes en maison de retraite) et des logements vacants sur le secteur des Hironnelles du fait du problème d'inondation à cet endroit.
 - o Transformation de résidences secondaires en principales : 8 lgts, cette évolution est déjà en marche sur la commune et représente la dynamique communale.
 - o Changements de destinations potentiels : 8 lgts estimés du fait des changements de destination réalisés également pour agrandir une habitation existante, pour créer de l'hébergement touristique...
 - o TOTAL = 16 logements estimés
- Capacités d'accueil en construction neuve :
 - o Logements réalisés/en projet en 2018 : 5 lgts
 - o Potentiels en dents creuses/divisions parcellaires dans le Bourg : 3 lgts
 - o Potentiel soumis à OAP dans le Bourg : 4 lgts
 - o Potentiels en dents creuses/divisions parcellaires dans les hameaux : 4 lgts
 - o Objectifs en zones AU opérationnelles : 33 lgts (10lgts/ha)
 - o Objectifs en zones AU non-opérationnelles : 13 lgts (10lgts/ha).
 - o TOTAL = 62 logements estimés

Combien de logements vacants avez-vous sur votre (vos) commune(s) ?

http://www.insee.fr/fr/methodes/nom_enclatures/cog/default.asp

En 2014, le taux de logements vacants est de 7 % à Saint Victor-Malescours avec -1 logement vacant sur la période 2009-2014 contre +18 logements vacants sur la période 1999-2009.

Cependant le taux de vacance de Saint Victor-Malescours est inférieur à la moyenne des villages du SCOT qui est de 9,5 %.

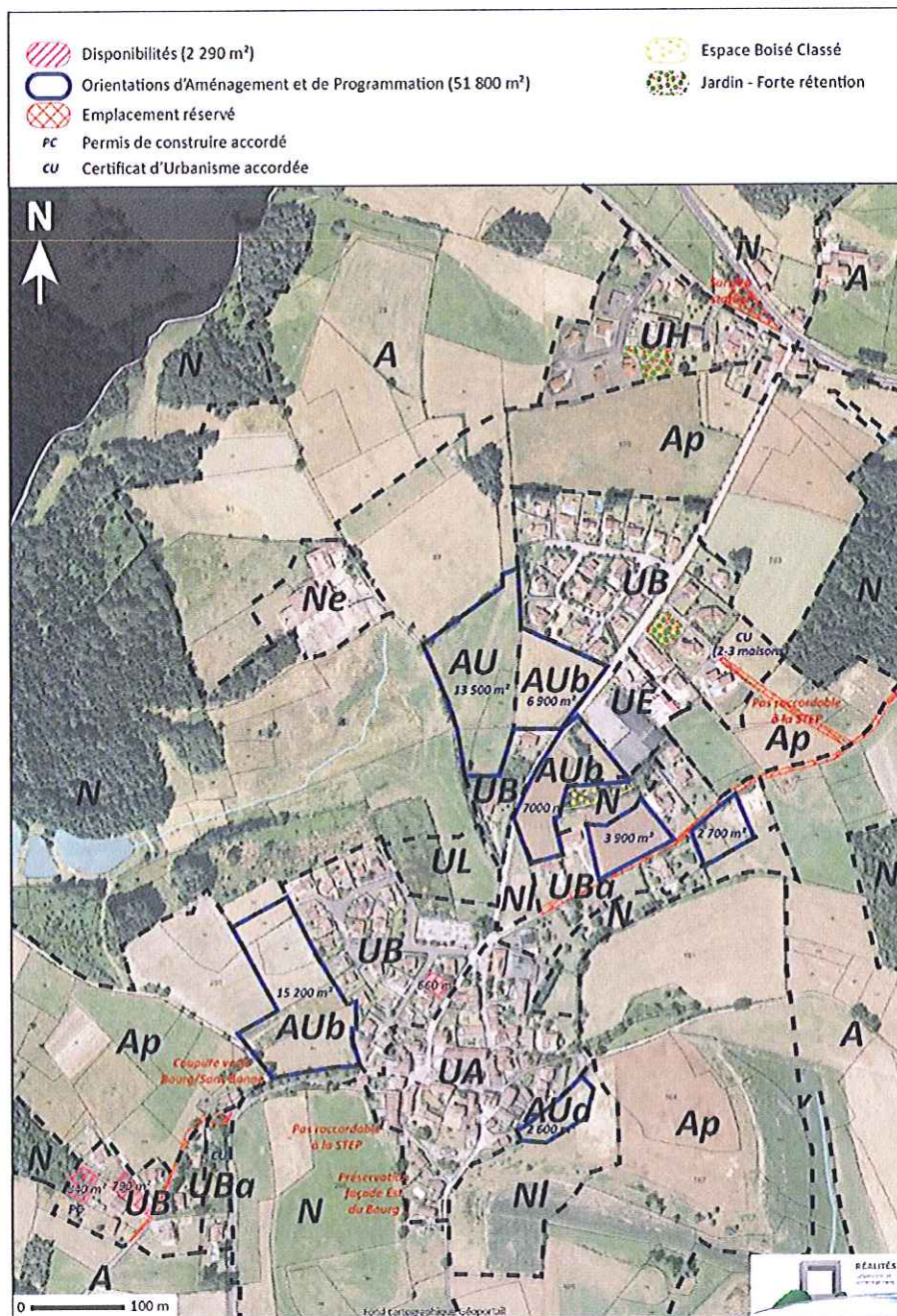
Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.

Rétention foncière = pourcentage de l'espace qui a une forte probabilité de ne pas être mis sur le marché

Aucun taux de rétention n'a été appliqué pour le projet de révision du PLU. Les disponibilités dans le bâti existant ont été identifiées le plus précisément possible par un travail de terrain, en tenant compte de la configuration de la parcelle, sa topographie, ainsi que son utilisation et rétention connue des propriétaires.

4.1 Présentation de votre projet

Par ailleurs, les objectifs fixés en matière de construction neuve, et notamment en zone à urbaniser, ont été définis sans prise en compte d'un taux de rétention. Ce dernier a été anticipé par la création d'une zone AU, pouvant être ouverte à l'urbanisation après 2027 et après l'urbanisation de la zone AUB. En effet, cette zone AU qui nécessitera une procédure d'évolution du PLU et qui devra être justifiée lors de son ouverture à l'urbanisation permet de pallier le phénomène de rétention foncière qui pourrait être important sur des parcelles en dent creuse, en division parcellaire ou encore au sein des zones AUB, les zones AUa et AUB au Nord-Ouest étant propriété de la commune avec des projets envisagés. L'objectif est bien de parvenir aux orientations fixées en terme de population, logement, densité et superficie et donc deux possibilités restent offertes au PLU pour y parvenir, mais tout en les contrôlant par une procédure justifiée d'ouverture à l'urbanisation.



Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?

Le projet repose sur la définition d'OAP et zones à urbaniser, présentes au sein du tissu urbain, et permettant de maîtriser la consommation d'espace (deux OAP définies en zone U, sur des tènements d'environ 3 000m²).

Le Bourg prévoit des secteurs « en extension », représentant une superficie de 4,54 ha, dont 1,35 ha en zone à urbaniser non opérationnelle. Il s'agit des zones

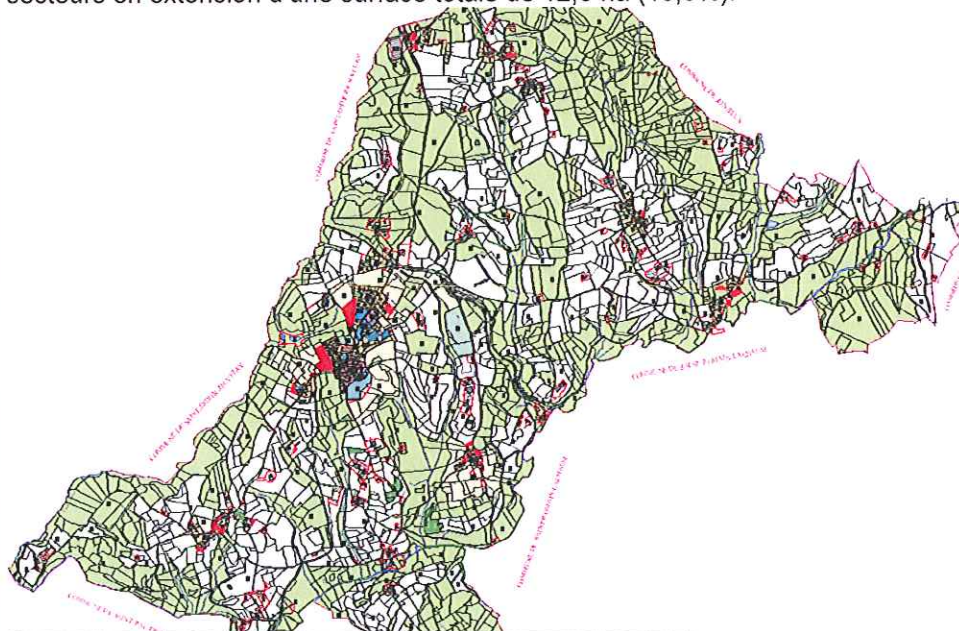
4.1 Présentation de votre projet

suivantes, qui font notamment l'objet d'OAP afin d'y maîtriser l'urbanisation :

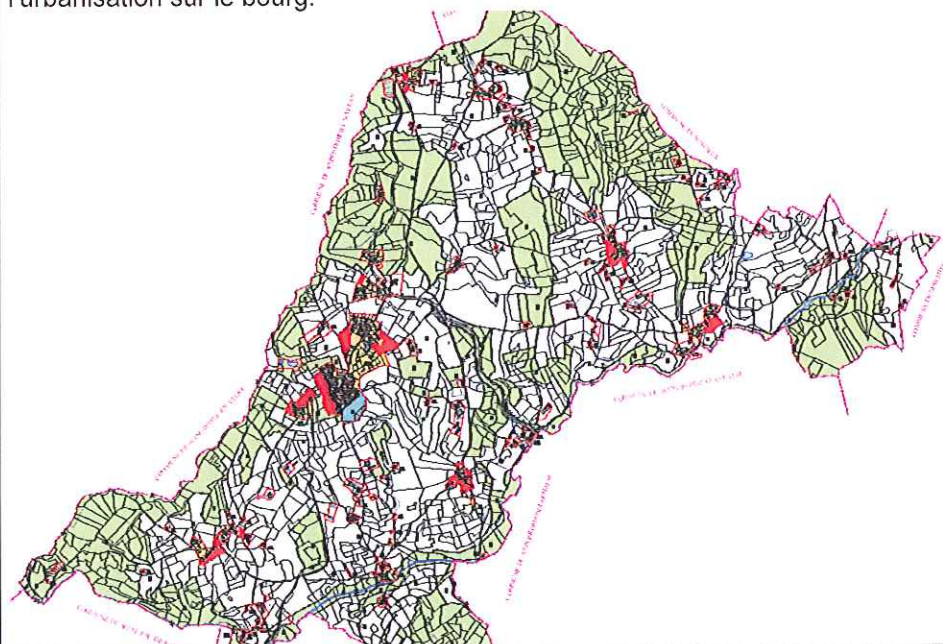
- AUa : 0,26 ha
- AUb : 2,91 ha
- AU : 1,35 ha (zone non-opérationnelle, constituant une réserve foncière à mobiliser si la rétention est trop importante dans les années à venir)

L'enveloppe urbaine définie par le SCOT représente 80,27 ha. Les zones constructibles en extension à vocation d'habitat représentent 5,19 hectares, soit 6,5% de l'enveloppe globale. Le SCOT autorise une extension à hauteur de 7,8% de l'enveloppe urbaine en tenant compte de la rétention foncière, représentant 6,26 hectares. Le projet de PLU vise une extension plus modérée.

Notons qu'un effort a été réalisé par rapport au PLU actuel, qui présentait des secteurs en extension d'une surface totale de 12,3 ha (15,3%).



En contour rouge l'enveloppe urbaine du SCOT. En hachuré rouge les secteurs d'habitat en extension de l'enveloppe urbaine, au-dessus par rapport au projet de PLU et en-dessous par rapport au PLU actuel. Une diminution de ces extensions urbaines est bien effective dans le projet de PLU ainsi qu'un recentrage de l'urbanisation sur le bourg.



Quelle sera la surface moyenne par logement ?

Le projet s'inscrit dans une politique de gestion plus économe du foncier. L'objectif est de tendre vers une densité globale moyenne de l'ordre de 10 logements à l'hectare, soit une surface moyenne par logement de 1 000 m².

Les projets d'OAP permettent à ce stade de proposer des objectifs plus ambitieux

4.1 Présentation de votre projet

en termes de densité :

- Zone AUa Sud-Est du Bourg : 25 logements à l'hectare, 400 m² par logement
- Zone AUb Nord-Ouest du Bourg : 10 logements à l'hectare, 1 000 m² par logement
- Zone AUb centre-bourg : 8 logements à l'hectare, 1 250 m² par logement
- Zone AUb au Sud-Ouest du Bourg : 10 logements à l'hectare, 1 000 m² par logement.

Les deux secteurs d'OAP en zone urbaine permettent également d'augmenter la densité avec une orientation à 6 logements à l'hectare dans l'OAP, contre actuellement une densité du secteur de 4 logements à l'hectare.

Cette densité répond aux orientations du SCOT et aux objectifs définis dans le PADD, avec une densité globale du projet de PLU de l'ordre de 12 logements à l'hectare.

Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ?

Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en œuvre

La commune a inscrit la maîtrise de la consommation d'espaces au cœur de son projet de territoire :

- Assurer un accueil raisonné de population, avec un objectif de croissance démographique annuel moyen, en cohérence avec le SCOT, de 0,90-0,91%, permettant l'accueil de +/- 100 habitants entre 2018 et 2030,
- Production de logements par transformation de résidences secondaires en résidences principales, avec la création d'environ 8 logements principaux au détriment des résidences secondaires,
- Veiller à une gestion plus économe de l'espace, par une réduction de la surface constructible envisagée, permettant de redonner des terres à l'agriculture ou à une vocation naturelle, un échelonnement dans le temps des constructions, une diversité des formes bâties et une localisation des surfaces constructibles davantage autour du Bourg → enveloppe globale urbanisable fixée à 6,5 ha à horizon 2030, dont 0,8 ha à échelonner dans le temps,
- Privilégier un développement urbain autour du Bourg → une urbanisation en comblement de dents creuses voire en légère extension limitée dans les hameaux et une urbanisation dans le Bourg en comblement de dent creuse au Nord du bourg ancien, également au Nord en continuité Sud du lotissement du Pin, et en entrée Ouest du Bourg au Sud du lotissement des Genêts.
- Augmentation des densités sur certains secteurs notamment sur les secteurs d'OAP en zone U.
- Division par deux de la surface constructible en extension de l'enveloppement urbaine avec 12,3 hectares en extension au PLU actuel, contre 5,2 hectares dans le projet actuel.

Le projet de PLU prévoit la répartition suivante des zones urbaines et à urbaniser (document restant provisoire):

	PLU actuel		Projet de PLU		Evolution
Zone U	UA	2,42	UA	3,77	-5,04
	UB - UBa	39,15	UB - UBa	12,35	
			UE - UEa	1,33	
			UH	16,50	
			UL- ULa	2,58	
	Total U	41,57	Total U	36,53	
Zone AU	AU	1,35	AU	1,35	-0,77
	AUb - AUba	3,95	AUa	0,26	
			AUb	2,92	
	Total AU	5,30	Total AU	4,53	
Zone A	A	803,80	A	575,00	-179,62
			Ap	49,18	
	Total A	803,80	Total A	624,18	
Zone N	N	580,58	N	794,25	+206,95
	Nh - Nhi	13,21	Ne	1,79	
	NI	2,74	Nf	5,23	
			NI	2,21	
	Total N	596,53	Total N	803,48	

4.1 Présentation de votre projet

Le projet de PLU prévoit donc une réduction importante de l'emprise des zones U et AU (d'environ 6ha), au profit des zones naturelles notamment. L'essentiel des surfaces déclassées de la zone A ont été identifiées en zones naturelles. Enfin, il est projeté d'inscrire 36,53 ha en zone U (contre 41,57 ha dans l'actuel PLU) et 4,53 ha en zone AU (contre 5,30 dans l'actuel PLU).

La densité moyenne prévue sur les OAP est de 10 logements à l'hectare, conformément aux orientations du SCOT et aux objectifs définis dans le PADD.

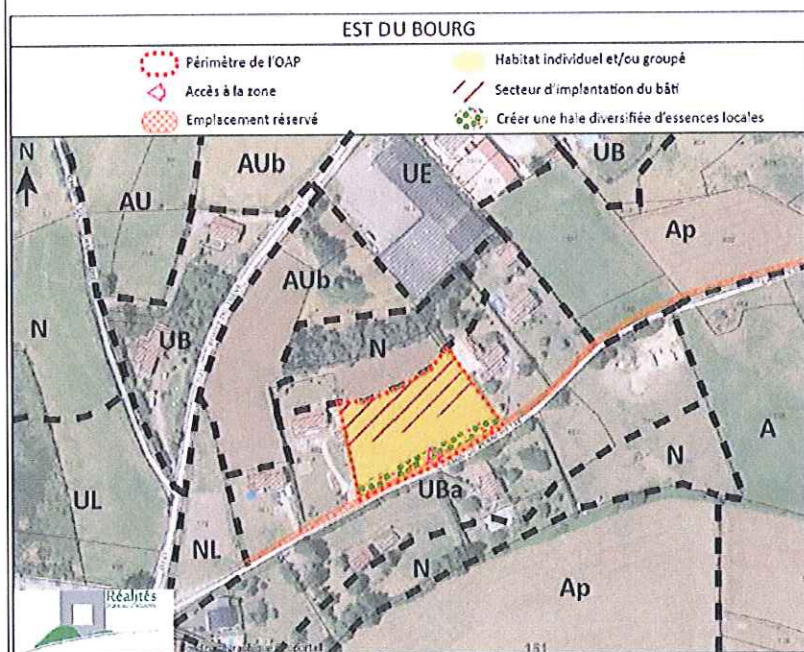
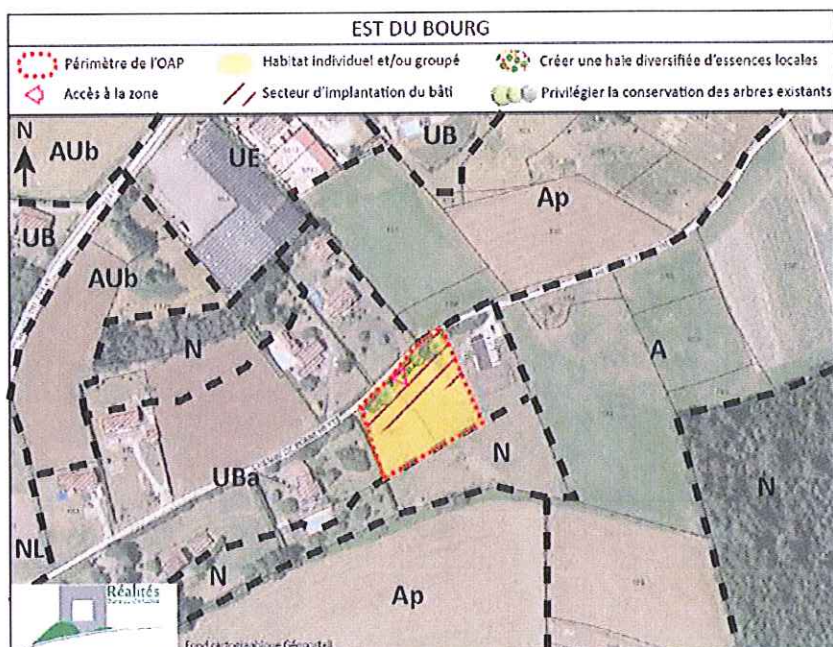
Orientations d'Aménagement et de Programmation :

Des OAP « sectorisées » ont été définies sur des tènements stratégiques afin d'organiser un développement urbain raisonné, en fixant des orientations en réponse aux objectifs du PADD en termes de maillage modes actifs, de densité, de diversité de l'habitat, ... Elles ont été déterminées sur les secteurs suivants :

- Zone UBa à l'Est du bourg,
- Zone AUa au Sud-Est du bourg,
- Zone AUb et zone AU au Nord-Ouest du bourg,
- Zone AUb au centre du bourg,
- Zone AUb au Sud-Ouest du bourg.

Ces dernières permettent notamment d'inscrire des orientations en matière d'organisation urbaine, de typologie de l'habitat, de densité de logements, indispensables pour assurer une maîtrise de la consommation d'espace dans et en périphérie immédiate de l'enveloppe urbaine :

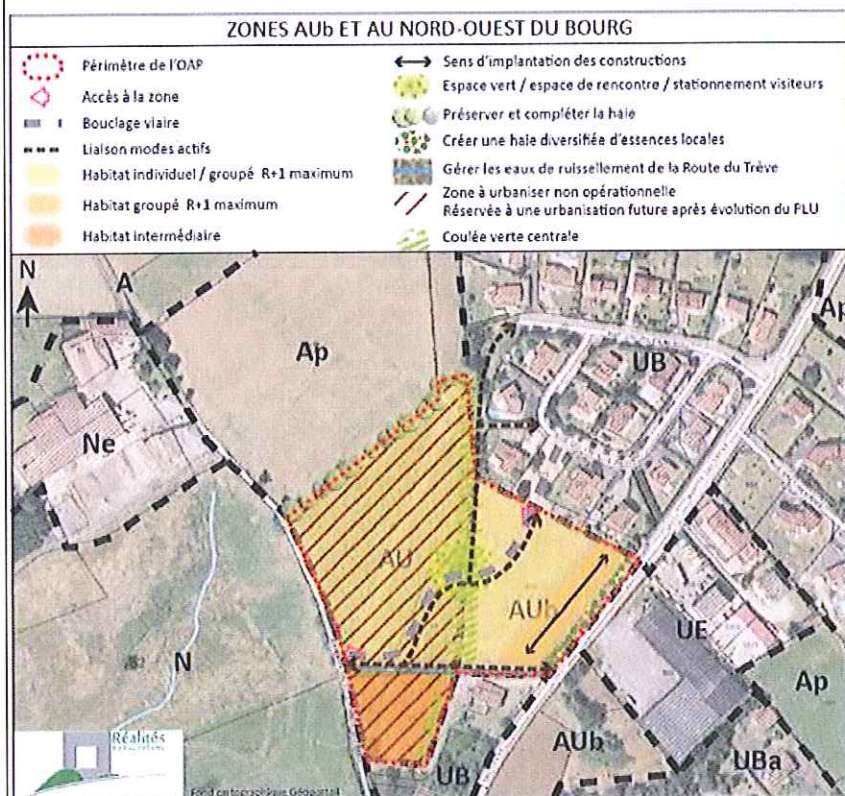
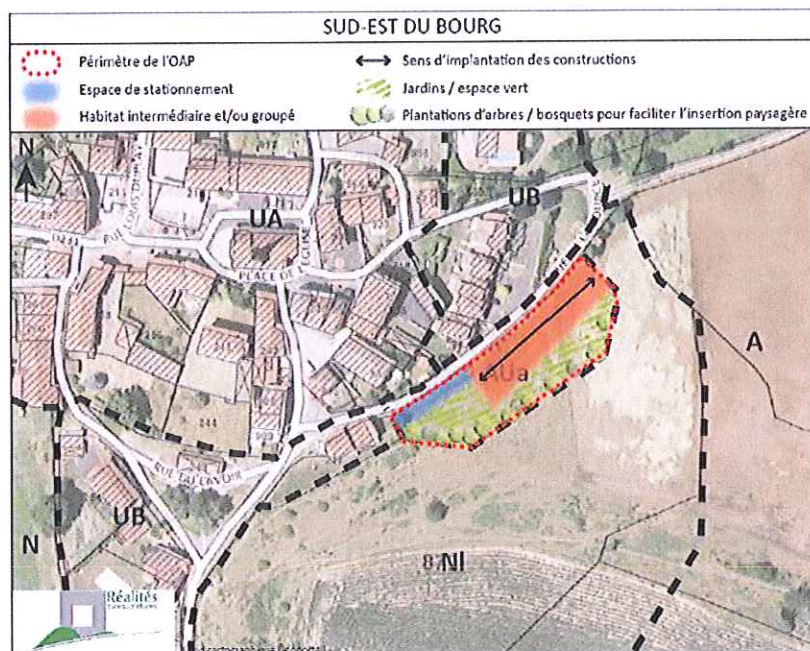
- Zone UBa Est du Bourg : superficie constructible de 2 730m², zone à vocation d'habitat avec la réalisation de 2 logements minimum sur la zone, habitat individuel et/ou groupé.



- Zone UBa Est du Bourg : superficie constructible de 3 840 m², zone à vocation d'habitat avec la réalisation de 2 logements minimum sur la zone, habitat individuel et/ou groupé.

4.1 Présentation de votre projet

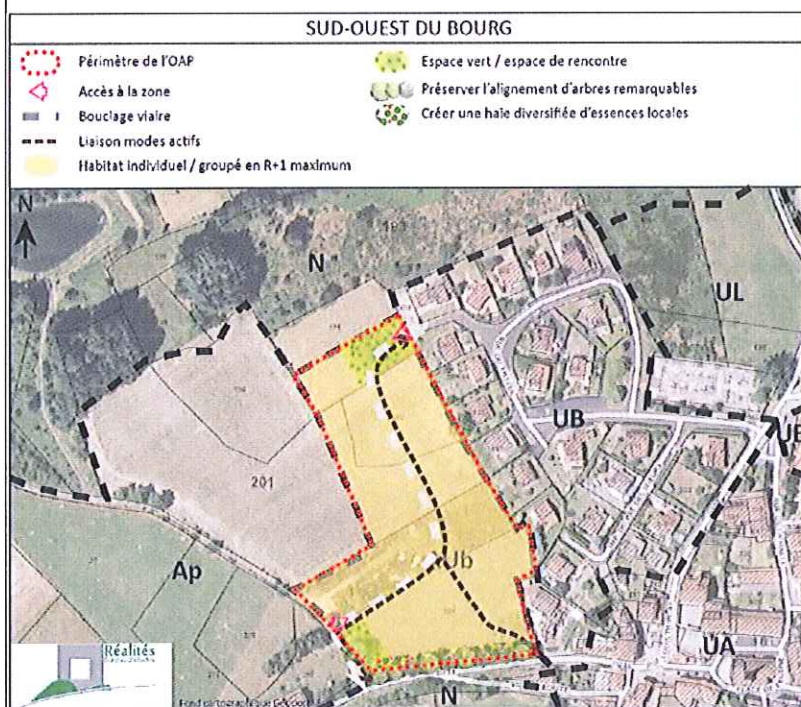
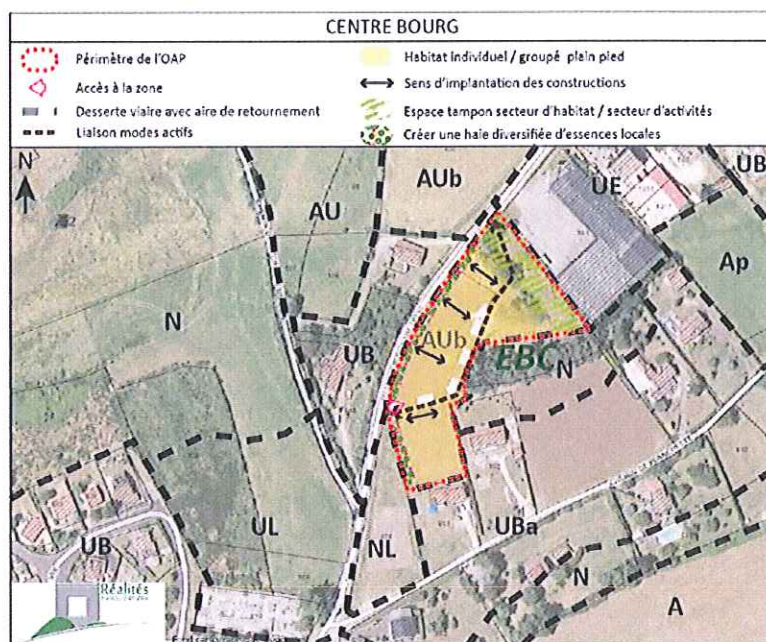
- Zone AUa Sud-Est du Bourg : superficie constructible de 2 580 m², zone à vocation d'habitat avec la réalisation de 6 logements minimum sur la zone (environ 25 logts/ha), habitat intermédiaire et/ou groupé.



- Zone AUb et AU au Nord-Ouest du Bourg : superficie constructible de 2,04 ha (0,69ha en zone AUb et 1,35 en AU), zone AUb opérationnelle à vocation d'habitat avec la réalisation de 7 logements minimum sur la zone (environ 10 logts/ha) et habitat individuel et/ou groupé en R+1 maximum, zone AU non-opérationnelle à vocation d'habitat avec la réalisation de 13 logements minimum sur la zone (environ 10 logts/ha), habitat individuel et/ou groupé en R+1 maximum et habitat intermédiaire, et ouverture à l'urbanisation nécessitant une évolution justifiée du PLU (uniquement après 2027 et urbanisation de la zone AUb).

4.1 Présentation de votre projet

- Zone AUB Centre-Bourg : superficie constructible de 0,7ha, zone à vocation d'habitat avec la réalisation de 5 logements minimum sur la zone (environ 8 logts/ha), habitat individuel et/ou groupé de plain-pied.



- Zone AUB Sud-Ouest du Bourg : superficie constructible de 1,52ha, zone à vocation d'habitat avec la réalisation de 15 logements minimum sur la zone (environ 10 logts/ha), habitat individuel et/ou groupé, organisation de la zone au fur et à mesure de la desserte interne.

4.1 Présentation de votre projet

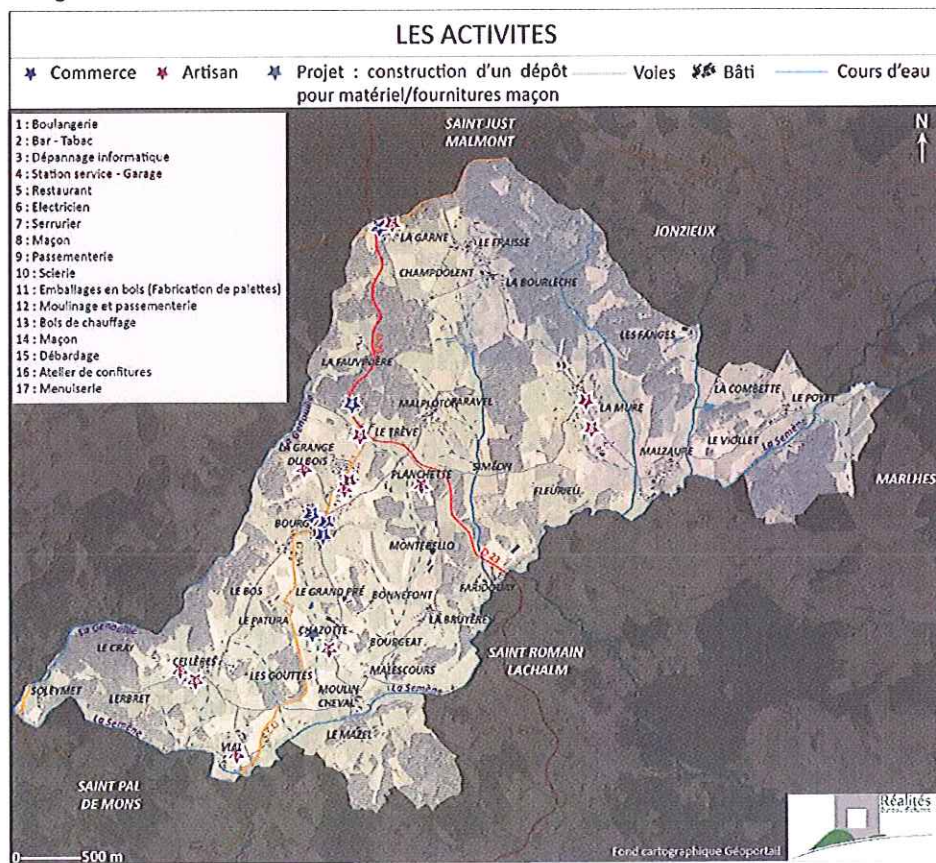
4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :

Le document d'urbanisme ne prévoit pas la création de zones d'activités ou artisanales, mais simplement l'évolution des activités existantes. En effet, la commune est caractérisée par un tissu économique composé de petites industries et d'artisans répartis de manière dispersée sur le territoire communal. Par ailleurs, un réseau de petites entreprises est concentré en entrée de bourg Nord de Saint-Victor-Malescours.

Le projet de territoire vise ainsi à assurer des possibilités de développement, d'extension si besoin de ces entreprises tout en veillant à limiter les nuisances et conflits d'usage. Il s'agit également de réfléchir à la nouvelle affectation d'anciens bâtiments économiques notamment sur le hameau de Vial.

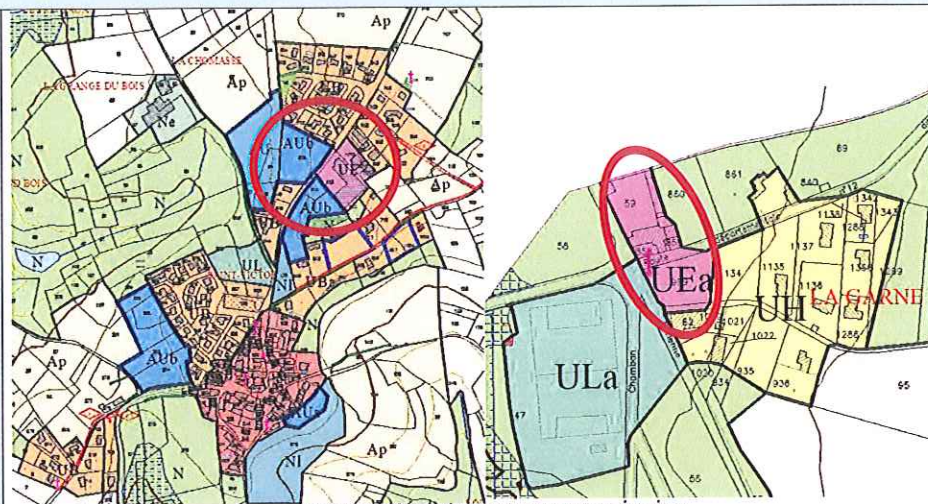
Une zone UE de 1,33 ha, mais déjà construite, a été créée au projet de plan de zonage afin de favoriser l'installation et le maintien d'activités, en entrée Nord de Bourg et au Nord du hameau de la Garne.

Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?



Carte de synthèse des activités à Saint-Victor-Malescours (diagnostic territorial)

4.1 Présentation de votre projet



Extrait plan de zonage provisoire

Le projet de PLU prévoit également la création de 3 STECAL à vocation économique pour permettre l'évolution d'entreprises existantes dispersées sur le territoire : une scierie à la Grange du Bois, un garage et station-service au Trève et une ancienne scierie à Vial qui pourrait être repris pour une vocation économique.



Quelle est la surface des zones d'activités prévues ?
S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?

Il n'est pas prévu la création de zone d'activité dans le cadre du projet de PLU

S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire :

- quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ?
- quel est leur taux d'occupation ?

/ La commune ne compte aucune zone d'activités sur son territoire. Il s'agit d'entreprises existantes dispersées au bourg ou dans les hameaux.

S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT :

- quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ?
- quel est leur taux d'occupation ?

NC

Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ? Indiquez lequel et comment il s'applique ?

NC

Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)

--

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ?

Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales

Oui

Non

Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?

Si oui, précisez le type d'agriculture concernée (par exemple : pâturage, maraîchage, verger, céréales, etc.) et indiquez si ces terres font l'objet d'un classement (par exemple SCoT, IGP, AOP, AOC...).

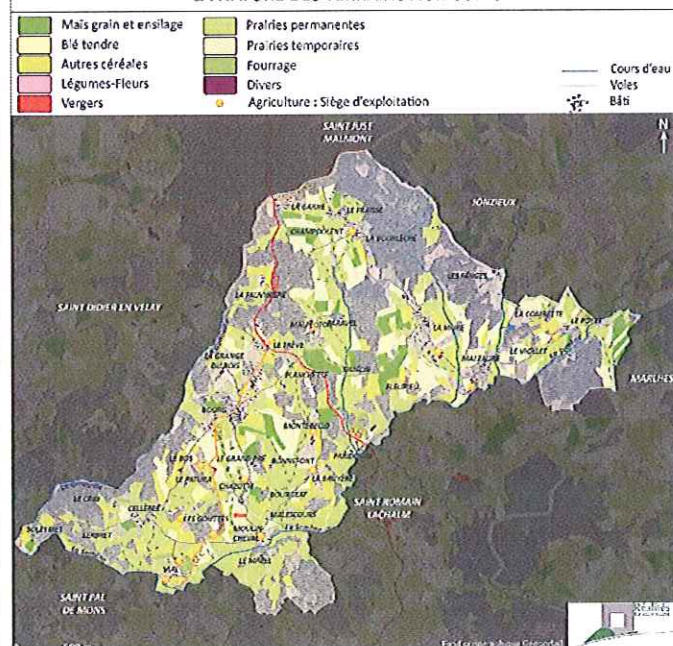
Un diagnostic de l'activité agricole a été réalisé à partir des données du RGA de 2010 et d'une réunion avec la profession agricole le 29 janvier 2018. Les conclusions sont les suivantes :

- Des exploitations agricoles moins nombreuses mais plus grandes : en 2018, la commune compte 20 exploitations ayant leur siège sur la commune, contre 41 en 1988. La SAU des exploitations de la commune est supérieure en 2010 par rapport à celle de 1988 (906 ha en 2010).
- Un maintien de l'activité agricole incertain: le nombre de jeunes agriculteurs apparaît en diminution. Aussi, parmi les exploitants proches de la retraite, 2 ont un successeur et 3 sont à priori sans successeur.
- Une activité tournée vers l'élevage, avec une prédominance de parcelles en prairie et en culture de céréales, blé tendre et orge. En 2016, 714,5 ha sont déclarés à la PAC, soit 49% du territoire,
- Concerné par 7 IGP
- Problématiques évoquées par les exploitants : des difficultés pour traverser certains hameaux (Bruyère, de la Mure à la Bourlèche) et des déplacements qui se compliquent avec des engins plus importants en largeur.

Des espaces agricoles ?

Oui

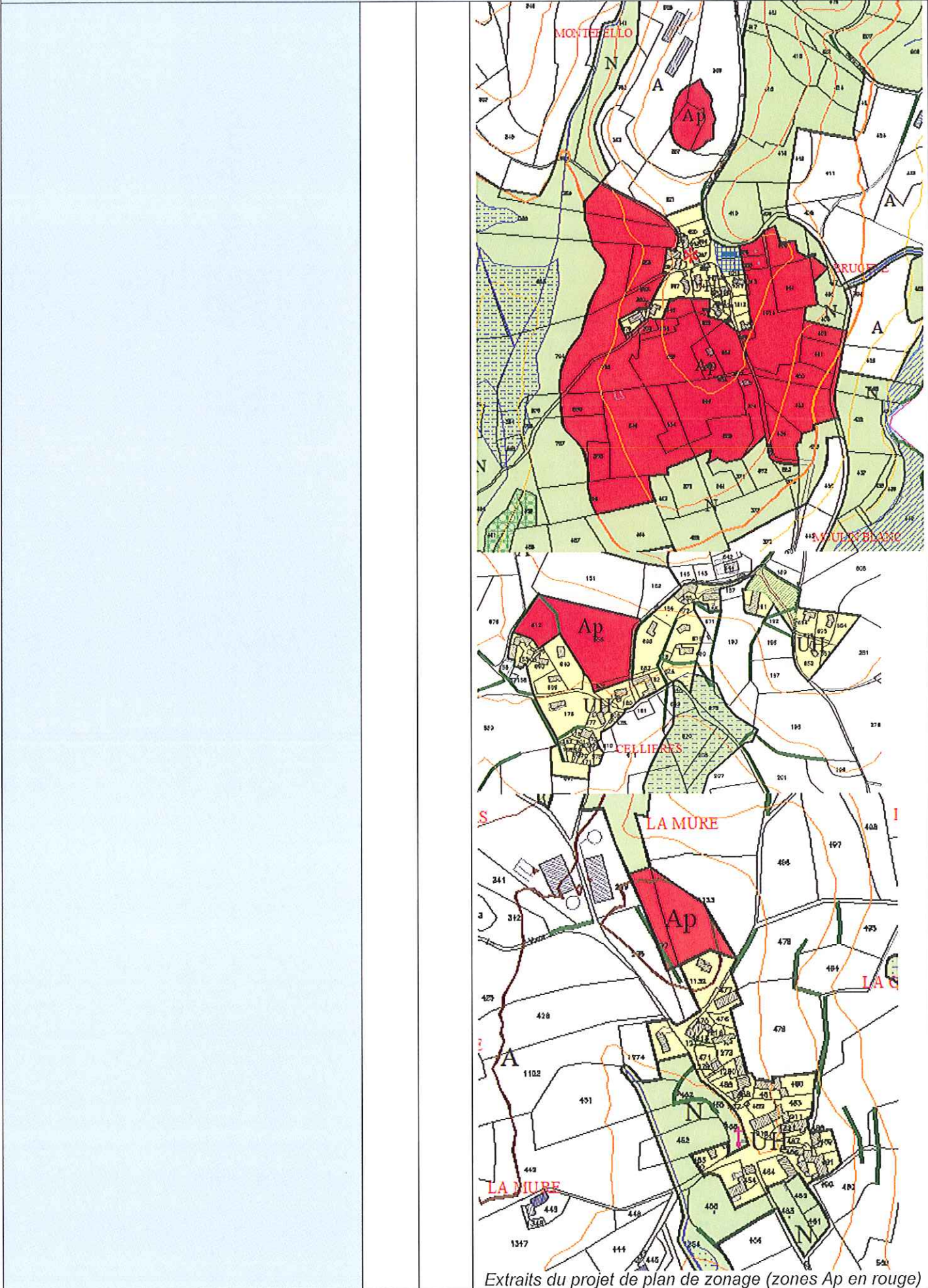
LA NATURE DES TERRAINS AGRICOLES



L'espace agricole représente la première occupation du territoire communal. Les terres agricoles (déclarées à la PAC, ainsi que celles identifiées sur la base de la photographie aérienne) correspondent à 829 ha, soit 56 % du territoire communal.

Depuis 2007, les surfaces agricoles ont diminué de 4,2 ha

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers



4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

Des espaces boisés ?

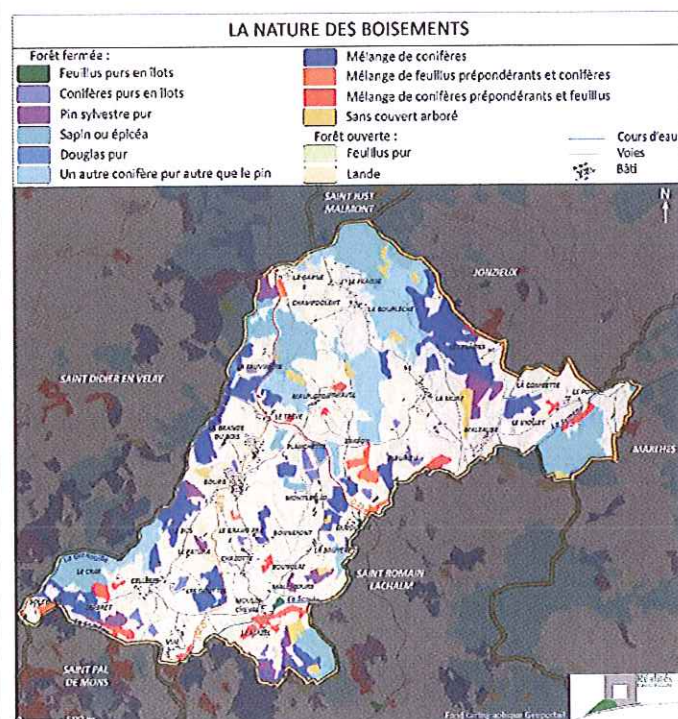
Oui

Si oui, précisez le type d'espace concerné (forêt domaniale, forêts exploitées, forêt de protection, ... ?)

Les boisements représentent une surface de 484 ha à Saint-Victor-Malescours, soit 33% de la surface communale. Par ailleurs, ils représentent près de 90% des espaces naturels.

Les boisements de Saint Victor-Malescours sont composés essentiellement de conifères. Quelques feuillus sont présents en îlots purs ou en mélange. En compléments des boisements, des bosquets sont dispersés sur le territoire. Ils sont de taille très variable, présentent un intérêt paysager et jouent un rôle écologique. A noter également, la présence de quelques haies bocagères venant compléter cette trame boisées.

Le territoire de Saint Victor-Malescours est doté d'une Réglementation de boisement datant de 2004 qui est en cours de révision (document allant passé en enquête publique).



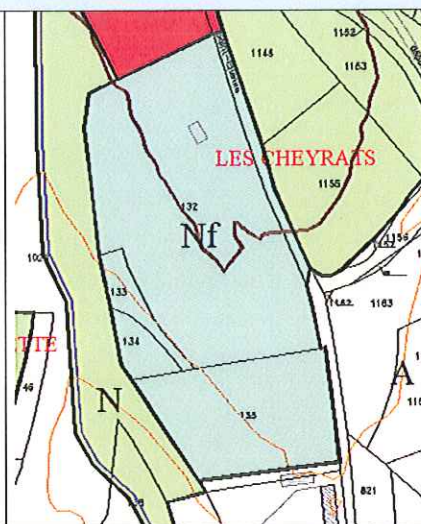
Le projet de PLU vise à préserver ces espaces à travers la mise en place de différents outils, et ne consomme pas d'espaces boisés. Le plan de zonage permettra notamment d'identifier des espaces boisés classés pour une surface de 4,4 ha sur des bosquets de feuillus principalement en zone agricole. Les haies bocagères sont également identifiées et protégées à travers l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?

Précisez les protections appliquées à ces secteurs (ex : zone A ou N où la constructibilité est encadrée, EBC, mise en œuvre de l'article L151-23 ou de l'article L151-19 du code de l'urbanisme, ...)

Une zone naturelle forestière a été créée spécifiquement pour autoriser les exploitations forestières à cet endroit, zone Nf pour 5,23 hectares. Il ne s'agit pas d'un STECAL.

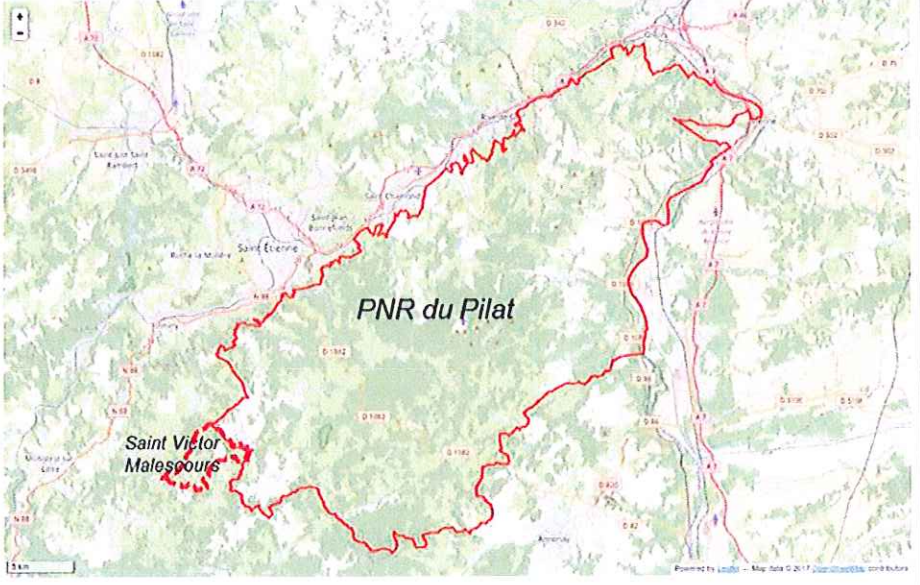
4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers



Complétez si nécessaire

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?			
Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	Expliquez, par exemple en annexe, si votre projet peut avoir des incidences sur ces sites Natura 2000 ou non et pourquoi. Si vous avez déjà réalisé une évaluation d'incidences Natura 2000, joignez-la en annexe. La commune ne compte aucune zone Natura 2000 sur son territoire. La zone Natura 2000 la plus proche est située à plus d'un dizaine de kilomètres des limites communales. Il s'agit du site Natura 2000 directive oiseaux FR8312009 « Gorges de la Loire ».
Un parc naturel national ou régional ?		X	La commune est située en bordure extérieure du Parc Naturel Régional du Pilat mais n'entre pas dans son périmètre.

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
			
Une réserve naturelle nationale ?		X	
Un espace naturel sensible ?		X	
<p>Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ?</p> <p>http://carto.datar.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		X	
Un arrêté préfectoral de protection de biotope ?		X	
<p>Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention Ramsar ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?</p>	X		<p>Dans le cadre du SAGE Loire en Rhône-Alpes, le Département de La Loire a effectué un recensement des zones humides sur l'ensemble du bassin versant dont fait partie Saint Victor-Malescours. Ainsi, 32 présomptions de zones humides ont été recensées sur le territoire communal, correspondant à environ 72,5 ha soit 5 % du territoire. D'autres secteurs présumés humides ont été relevés par le bureau d'études lors des investigations de terrain.</p> <p>Concernant les zones humides, les prescriptions du SCoT sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préserver les milieux humides, - Toute forme d'occupation du sol de nature à entraîner la destruction de l'élément ou à compromettre ses fonctionnalités est à éviter, - Tout exhaussement et affouillement de sols dans les zones humides est également interdit. <p>Pour le SDAGE Loire-Bretagne, la logique n'est pas la compensation mais bien la préservation (« éviter » de la séquence E.R.C.). S'agissant du SAGE Loire en Rhône-Alpes, les P.L.U. doivent intégrer les zones humides.</p>

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?

Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?

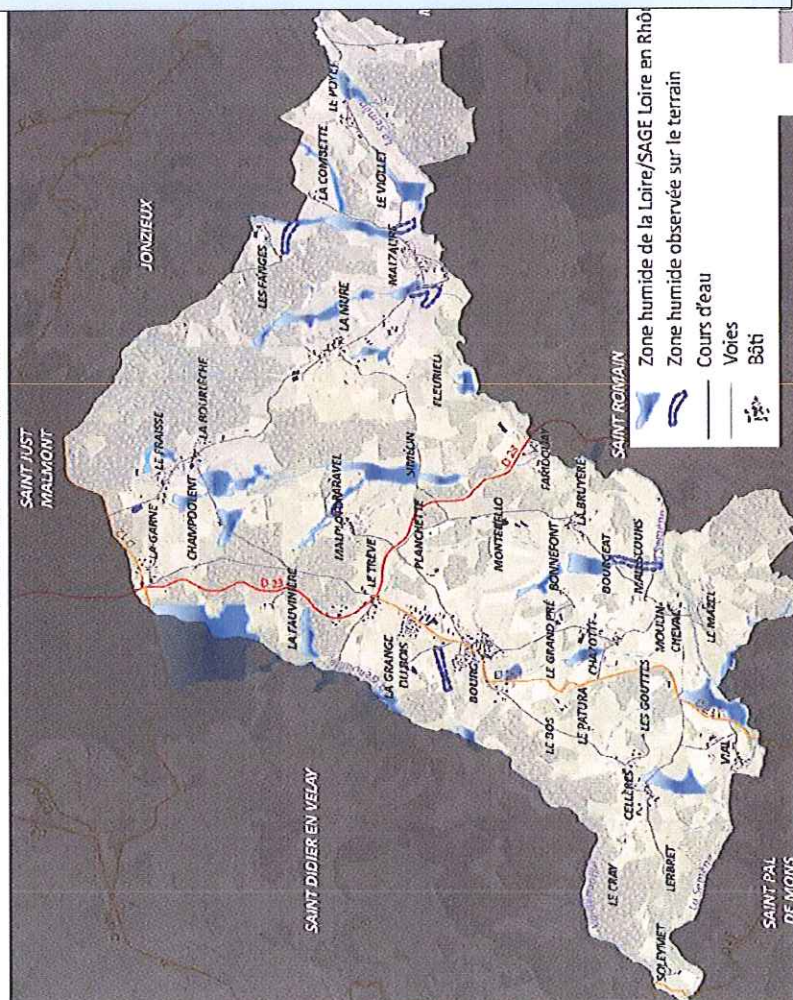
Oui

Non

Si oui, le(s)quel(s) ?

Et quels sont les enjeux identifiés ?

LES ZONES HUMIDES



Par ailleurs, du secteur s'agissant :

jet de réaménagement du carrefour de la Garne et du déplacement du terrain de sport. Les conclusions de l'étude écologique font état d'un impact limité du projet sur la zone humide, se limitant à quelques dizaines de mètres carrés. Une étude spécifique et un cas par cas a été accordé pour ce projet (décisions n°2019-ARA-KKP-1767 et 2019-ARA-KKP-1768).

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?

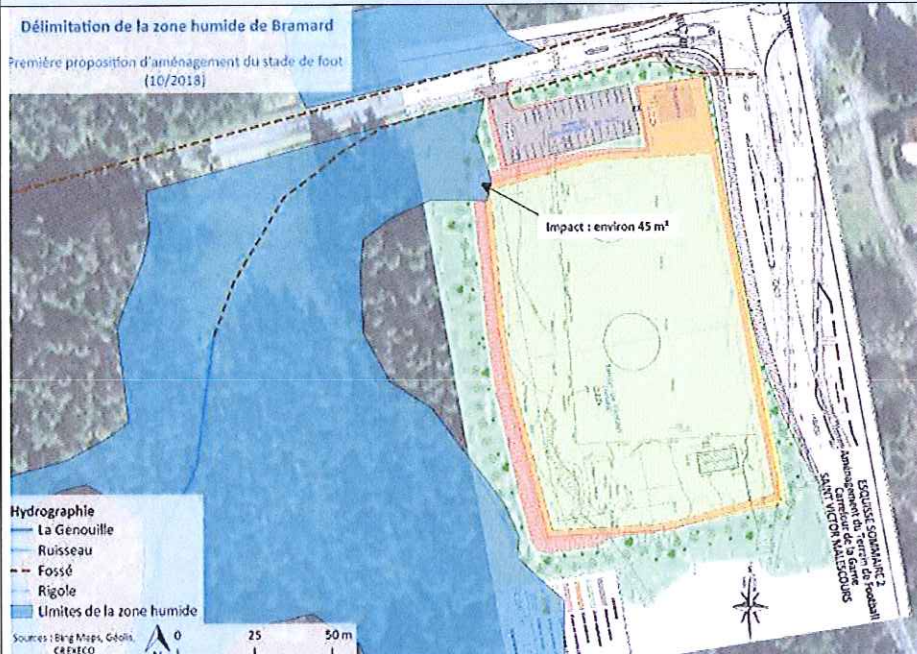
Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?

Oui

Non

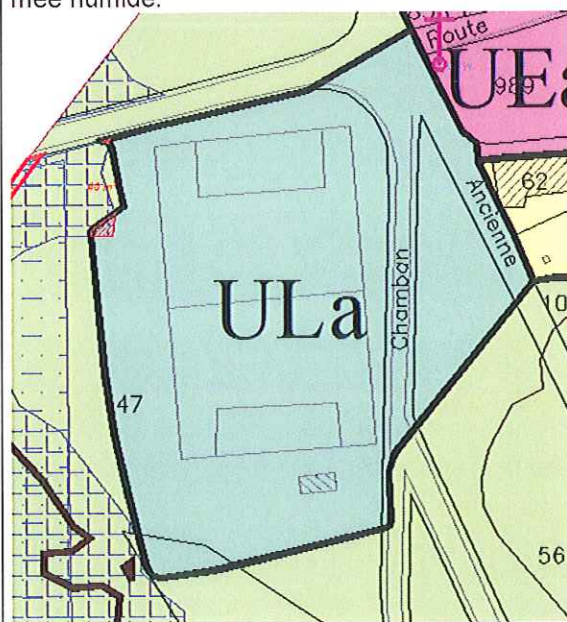
Si oui, le(s)quel(s) ?

Et quels sont les enjeux identifiés ?



L'emprise de la zone humide a été reportée au projet de plan de zonage. L'impact de la zone ULa destinée à l'aménagement du terrain de sport reste limitée (extrait ci-dessous).

Il s'agit de l'unique secteur où une zone U ou AU intersecte une zone présumée humide.



Extrait du projet de plan de zonage

Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ?

<https://www.eaurmc.fr/>

X

Liste 1 :

Nom	ID	Liste CE
La Semène	2932	La Semène de l'aval du barrage des Plats jusqu'au barrage de Colcombet
Affluent de la Semène	2935	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboeuf et l'Ecotay

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i></p>	<p>Oui</p>	<p>Non</p>	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>																							
<p>https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html</p> <p>http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html</p>			<table border="1"> <tr> <td>Affluent de la Semène</td> <td>2936</td> <td>Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay</td> </tr> <tr> <td>Affluent de la Semène</td> <td>2937</td> <td>Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay</td> </tr> <tr> <td>Affluent de la Semène</td> <td>2938</td> <td>Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay</td> </tr> <tr> <td>Affluent de la Semène</td> <td>2946</td> <td>Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay</td> </tr> <tr> <td>Affluent de la Semène</td> <td>2949</td> <td>Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay</td> </tr> <tr> <td>Affluent de la Semène</td> <td>2950</td> <td>Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay</td> </tr> <tr> <td>La Genouille</td> <td>2954</td> <td>Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay</td> </tr> </table>	Affluent de la Semène	2936	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay	Affluent de la Semène	2937	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay	Affluent de la Semène	2938	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay	Affluent de la Semène	2946	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay	Affluent de la Semène	2949	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay	Affluent de la Semène	2950	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay	La Genouille	2954	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay		
Affluent de la Semène	2936	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay																								
Affluent de la Semène	2937	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay																								
Affluent de la Semène	2938	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay																								
Affluent de la Semène	2946	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay																								
Affluent de la Semène	2949	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay																								
Affluent de la Semène	2950	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay																								
La Genouille	2954	Cours d'eau affluents de la Semène situés dans les limites départementales de la Haute-Loire sauf le Maboef et l'Ecotay																								
			<p>Liste 2</p>																							
			<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="566 1097 774 1131">Nom</th> <th data-bbox="774 1097 1495 1131">Liste CE</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="566 1131 774 1198">Rivière de la Semène</td> <td data-bbox="774 1131 1495 1198">La Semène de l'aval du barrage des Plats jusqu'à la confluence avec la Loire</td> </tr> </tbody> </table>			Nom	Liste CE	Rivière de la Semène	La Semène de l'aval du barrage des Plats jusqu'à la confluence avec la Loire																	
Nom	Liste CE																									
Rivière de la Semène	La Semène de l'aval du barrage des Plats jusqu'à la confluence avec la Loire																									
			<p>Le projet de PLU a pour objectif de préserver de toute construction et de mettre en valeur les cours, et notamment la Semène, qui coule en limite communale Sud et la Genouille, qui s'écoule en limite communale Ouest.</p> <p>Les berges de la Semène et de la Genouille ont fait l'objet d'un classement en zone naturelle et le réseau hydrographique secondaire a été identifié en zone naturelle voire agricole.</p>																							

Complétez si nécessaire

4.4 Continuités écologiques

Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?

Oui Non

Si oui, quel sont les enjeux identifiés sur votre commune ?

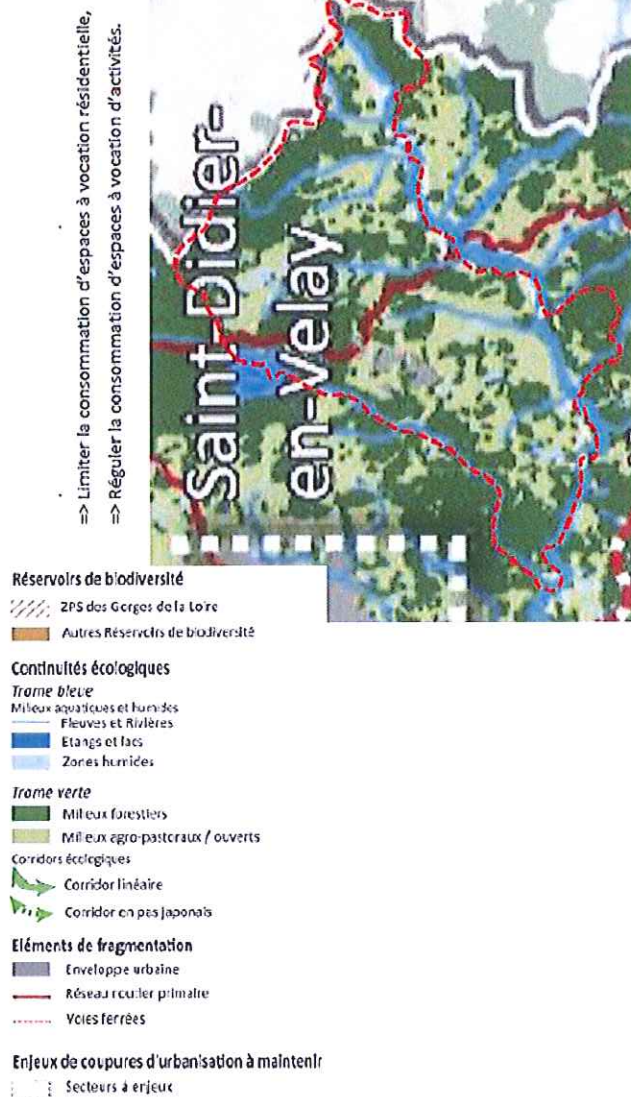
Le SCoT de la Jeune Loire identifie sur le territoire :

- **Trame verte** : milieux forestiers et milieux agro-pastoraux ouverts
- **Trame bleue** : cours d'eau et zones humides

Les préconisations du SCoT :

- Garantir la préservation de la fonctionnalité écologique des réservoirs de biodiversité de la sous-trame « forêts », inventoriés dans la carte du DOO du SCOT,
- Justifier la localisation des zones en urbaniser au regard de la fonctionnalité des espaces agricoles et du bon fonctionnement des activités,
- Intégrer les structures végétales situées aux abords des réservoirs de biodiversité des milieux aquatiques et humides en définissant un périmètre inconstructible,
- Protéger de façon stricte les structures végétales accompagnant l'élément aquatique/humide dans les documents d'urbanisme locaux.

Le projet ne concerne pas d'enjeu majeur identifié par le SCoT. Par ailleurs, comme vu précédemment, la principale zone humide située sur la commune et im
ment: et d'une étude complé-



Extrait du SCOT de la Jeune Loire

Les haies et alignements d'arbres, éléments participants à l'identité

4.4 Continuités écologiques

communale et indispensables à la transition entre espaces, ont fait l'objet d'un recensement dans le cadre de la révision du PLU. Des alignements d'arbres à protéger, pour des raisons paysagères et environnementales, ont été identifiés : le long de la RD231 Sud marquant l'entrée de bourg, simples ou doubles le long des voies communales, accompagnant les cours d'eau. Ces derniers ont fait l'objet d'un classement en « linéaire haies / arbres à préserv



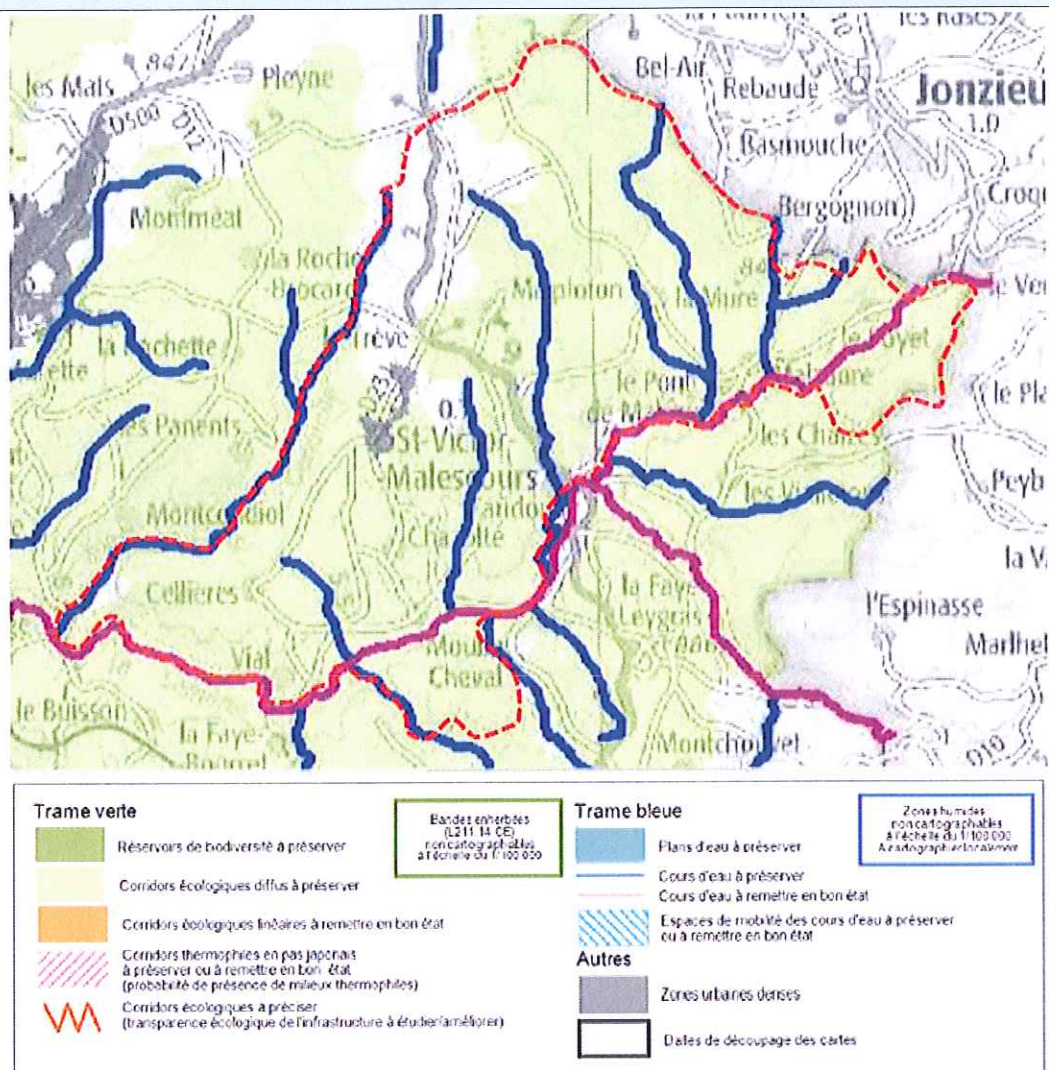
Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ?
http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map

Par exemple, mentionnez les réservoirs de biodiversité, corridors diffus ou les espaces perméables, corridors linéaires ou corridors thermophiles

Le SRCE identifie sur le territoire :



- **Trame verte** : corridors écologiques diffus à préserver sur la majorité du territoire,
- **Trame bleue** : tous les cours d'eau sont à préserver sauf la Semène classée en cours d'eau à remettre en bon état.

4.4 Continuités écologiques



4.5 Paysage, patrimoine bâti

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?
Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales			Et quels sont les enjeux identifiés ?
Site classé ou projet de site classé ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_pay_sage_r82.map		X	
Site inscrit ou projet de site inscrit ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_pay_sage_r82.map		X	
Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?		X	
Éléments majeurs du patrimoine ? http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/	X		<p>Exemple : monuments historiques et leurs périmètres de protection, sites archéologiques, patrimoine mondial</p> <p>Saint Victor-Malescours ne possède pas de monuments inscrits ou classés aux Monuments Historiques.</p> <p>Le jardin du Château du Fraisse est mentionné à l'inventaire général du patrimoine culturel pour la terrasse en terre-plein datant du 3ème quart du 19ème siècle (1870).</p>

4.5 Paysage, patrimoine bâti			
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
			 <p><i>Photo aérienne du château de Fraisse</i></p> <p>Aussi, la commune possède un petit patrimoine de qualité, réparti de manière éclatée sur l'ensemble du territoire. Ce dernier a fait l'objet d'un classement en « patrimoine à protéger » au projet de plan de zonage. Il s'agit du château de Fraisses et de son parc, du château de Malploton, de croix, puits, lavoirs et bachats, de ponts et passerelles</p> <p>La commune n'est concernée par aucun site à sensibilité archéologique.</p>
<p>Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?</p>	X		<p>L'inventaire des paysages de la Haute-Loire situe Saint-Victor-de-Malescours au sein de l'entité paysagère des Plateaux Granitiques du Velay orientale, dans la sous-entité des Plateaux des Trois Rivières (Semèhne, Dunière, Lignon). Cette dernière est caractérisée par un relief peu prononcé et un espace agricole compartimenté par les bois et bosquets.</p> <p>A l'échelle du SCOT de la Jeune Loire, le PADD fait de la préservation de la qualité et lisibilité des paysages un axe fort du projet de territoire. Il identifie notamment des vallées et gorges à préserver, des ouvertures visuelles sur les sucus à protéger, des vues et panoramas à valoriser ainsi que des voies vitrines dont le rôle est à renforcer. Saint-Victor-Malescours est concerné uniquement par une voie vitrine (la RD 23).</p> 

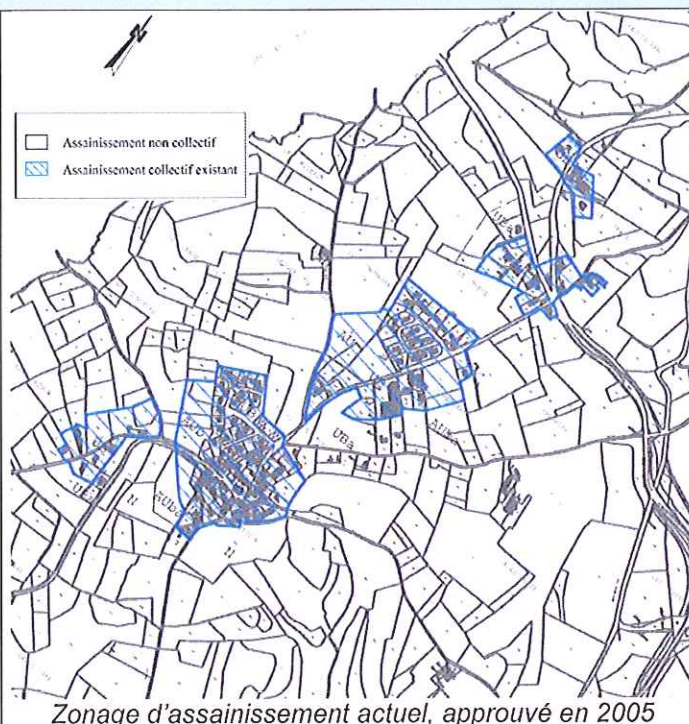
4.5 Paysage, patrimoine bâti			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
			<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>3. UN DÉVELOPPEMENT URBAIN PORTEUR DE QUALITÉ ET DE LISIBILITÉ DES PAYSAGES URBAINS, RURAUX ET NATURELS, IDENTITAIRES DU PAYS DE JEUNE LOIRE</p> <p>> Préserver les atouts paysagers identitaires du paysage</p> <p>▤ Préserver les vallées et les gorges</p> <p>La Vallée de la Loire : Préserver le caractère naturel au sud et maîtriser l'urbanisation sur les versants au nord</p> <p>Le Plateau Granitique : Conserver les ouvertures visuelles caractéristique sur le grand paysage</p> <p>Le pays des Sucs : Valoriser les paysages et le patrimoine du en préservant l'alternance d'ambiances paysagères</p> <p>Les Plateaux du Haut-Lignon et de Craponne et Les portes du Pilat : Veiller à la préservation du caractère sauvage</p> <p>> Donner à découvrir les spécificités paysagères uniques du territoire</p> <p>▲ Préserver les ouvertures visuelles sur les Sucs</p> <p>◀ Valoriser les vues et panoramas existants</p> <p>▬ Renforcer le rôle de voies vitrines des axes structurants</p> </div> <p><i>Extrait de l'axe 3 du PADD du SCoT de la Jeune Loire</i></p> <p>Le PLU fixe pour objectif de préserver le paysage, et prévoit notamment de travailler sur les façades urbaines, par la mise en place de zones agricoles non constructibles aux abords du Bourg (Sud-Est et Est du bourg), ainsi que sur les pourtours du hameau de Cellières visible depuis la RD 23 ainsi que sur les points hauts.</p> <p>Les OAP et le règlement sont également travaillées dans cet esprit d'intégration dans la silhouette du bourg pour la zone AUa, en entrée de bourg pour les AUB, de mise en place de nuanciers de couleurs.</p>
Complétez si nécessaire			

4.6 Ressource en eau			
Captages			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		<p>Saint-Victor-Malescours est concerné par le captage de « la Clare », situé à Saint-Didier-en-Velay mais dont le périmètre de protection empiète sur le territoire communal.</p> <p>Ce captage fait l'objet d'une servitude d'utilité publique (arrêté préfectoral n°ARS/DT43/01/2015-827 du 23 et 26 juin 2015), dont le service responsable est le SIVOM Saint-Didier-en-Velay – La Séauve-sur-Semène.</p> <p>L'emprise de la servitude d'utilité publique figure au projet de PLU.</p>

4.6 Ressource en eau

Autres captages prioritaires ?		X	
Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales			
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs ?	X		<p>L'alimentation en eau potable de la commune de Saint Victor-Malescours est gérée par le Syndicat des Eaux de la Semène. Ce dernier adhère au Syndicat des Eaux Loire Lignon pour les compétences gestion du réseau d'eau et gestion des assainissements non collectifs (SPANC).</p> <p>La commune est alimentée par le Barrage des Plats de St-Genest-Malifaux et par une prise d'eau sur la conduite forcée de Saint-Étienne au Chambon-Feugerolles alimentée par la Semène (cette conduite n'est pas encore ouverte).</p> <p>L'usine de traitement des eaux à Lherbet (St Just-Malmont) à un débit initial de 250m³/h, 5 500m³ d'eau potable par jour et a été reconstruite récemment pour atteindre un débit de 400m³/h.</p> <p>Le taux de conformité de l'eau distribuée en 2015 est de 100 % pour les analyses microbiologiques et les paramètres physico-chimiques. En 2015, le taux de rendement du réseau est de 82 %.</p> <p>Un seul réservoir est situé sur la commune au Fraisse et des travaux de réhabilitation du réseau ont été réalisés à la Bruyère. Notons que les hameaux du Poyet et la Tourette sont desservis par une conduite sur Jonzieux.</p> <p>La ressource en eau est suffisante sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs.</p>
<p>Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ?</p> <p>http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/</p>	X		<p>La compétence assainissement collectif est communautaire depuis le 1^{er} Janvier 2018.</p> <p>Le bourg est desservi par une lagune composée de 3 bassins de capacité 500Eq/habitants (27kgDBO5/j et 75 m³/j), mise en service en 1984. Ainsi, 175 habitations, soit 300 à 350 habitants, sont raccordés au réseau d'assainissement au niveau du bourg, des lotissements des Pins et des Genêts, du Trève.</p> <p>Le réseau d'assainissement est unitaire dans le centre-bourg et au Trève et en séparatif aux Genêts et aux Pins. Le rapport annuel 2016 de fonctionnement de la station d'épuration fait part d'un fonctionnement global satisfaisant.</p> <p>La commune est dotée d'un schéma d'assainissement et zonage d'assainissement, réalisés en 2005. Cependant, la révision du zonage a été lancée par l'intercommunalité et est actuellement en cours d'élaboration. Les études ont été lancées courant 2018 et devraient s'achever courant 2019.</p> <p>Ce document permettra d'assurer la cohérence entre la définition des zones constructibles identifiées au PLU et l'assainissement collectif.</p>

4.6 Ressource en eau



La compétence assainissement non collectif est communautaire depuis le 1er Janvier 2018. Sur Saint Victor-Malescours, il est estimé que 193 habitations sont en assainissement autonome.

L'assainissement des eaux pluviales est une compétence intercommunale. Bien que la commune ne dispose actuellement par d'un zonage des eaux pluviale, la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement et pluvial est actuellement en cours.

La gestion des eaux pluviales est inscrite au cœur du projet de territoire (axes 5.1 « prendre en compte le risque d'inondation » et 6.1 « assurer une desserte suffisante en eau potable, électricité et assainissement » du PADD). Il est notamment précisé que « l'objectif est [...] de mieux gérer les eaux pluviales, de façon à limiter l'arrivée d'eaux parasites dans la station, mais également limiter les risques d'inondation en aval. Il s'agit donc d'inciter à une infiltration des eaux pluviales et d'imposer une gestion adaptée à la commune ».

Pour se faire, le PLU intégrera les prescriptions du zonage pluvial dans son règlement. Par ailleurs, la gestion des eaux de ruissellement est inscrite au sein de l'OAP des zones Aub et AU Nord-Ouest du Bourg (gestion des eaux de ruissellement de la RD231 – Route du Trêve par une noue paysagère accompagnant la liaison modes actifs).

Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire?

X

Complétez si nécessaire

4.7 Sols et sous-sol

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?

Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?

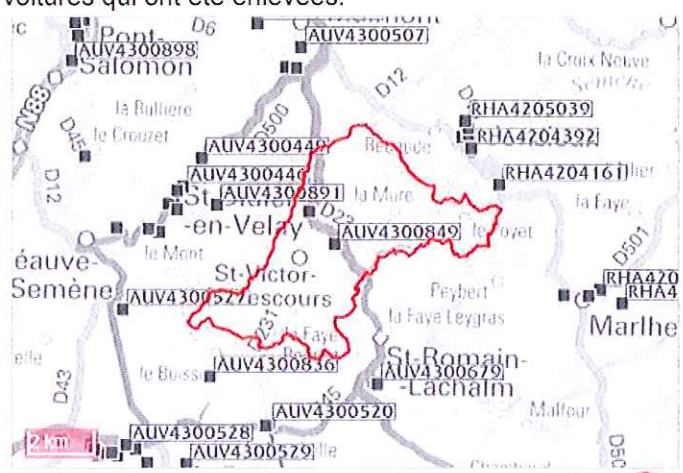
Oui

Non

Si oui, le(s)quel(s) ?


Et quels sont les enjeux identifiés ?

4.7 Sols et sous-sol

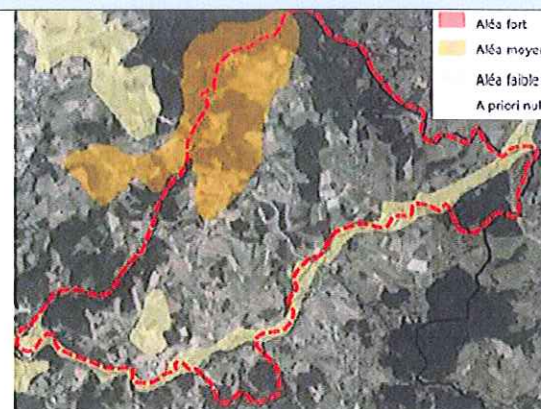
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
<p>Sites et sols pollués ou potentiellement pollués :base de données BASOL ?</p> <p>http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php</p>		X	
<p>Anciens sites industriels et activités de services :base de données BASIAS ?</p> <p>http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&carte=</p>	X		<p>La commune est concernée par deux anciens sites industriels et activités de services BASIAS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Station-Service et garage au Nord du Trève → site actuellement aux normes (changement des cuves de stockage d'hydrocarbure), - Ancienne décharge sauvage à Planchette → épaves de voitures qui ont été enlevées.  <p>Sites BASIAS identifiés sur la commune</p>
<p>Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?</p>		X	

Complétez si nécessaire

4.8 Risques et nuisances

<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
<p>Risques ou aléas naturels ?</p>			<p><i>Exemple : inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts, industriels, technologiques, miniers, cavité...</i></p> <p>La commune a fait l'objet de 6 arrêtés de catastrophes naturelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inondations et coulées de boue : en 1985, 1995, 2003 et 2008, - Poids de la neige, chutes de neige : en 1982, - Tempête : en 1982 <p><u>Risque d'inondations</u></p> <p>La commune de Saint Victor-Malescours est concernée par le Plan de Prévention des Risques Naturels d'inondation de la Semène et de la Genouille approuvé le 26 octobre 2011. Des parcelles se situant le long des berges de la Semène sont classées en zone rouge.</p> <p>L'emprise de la zone d'aléa du PPRI a été reportée au plan de zonage du projet de PLU. Celle-ci est classée sur la majeure partie de son linéaire en zone naturelle et aucune zone U ou AU ne l'intersecte.</p>  <p><i>Extrait du PPRI de la Semène et de la Genouille</i></p> <p><u>Risque sismique :</u></p> <p>La commune de Saint Victor-Malescours est classée en zone de sismicité de niveau 2, aléa « faible » comme la quasi-totalité du département de la Haute-Loire. Des prescriptions particulières pour certaines constructions seront appliquées.</p> <p><u>Risque de retrait-gonflement des argiles :</u></p> <p>Le territoire de Saint Victor-Malescours est concerné par deux types d'aléa :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aléa moyen au Nord-Ouest du territoire (orange), - Aléa faible aux abords de la Semène et au Sud-Ouest du territoire (jaune).

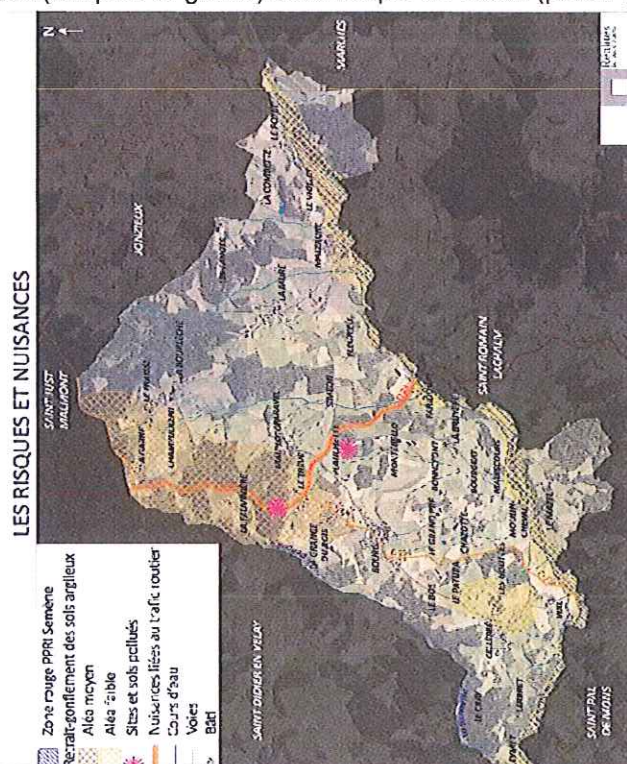
4.8 Risques et nuisances



Carte de l'aléa retrait-gonflement des argiles

Autres risques d'origines naturelles

La commune est également soumise au risque de phénomènes liés à l'atmosphère et de phénomènes météorologiques (tempête et grains) et au risque de radon (potentiel ra

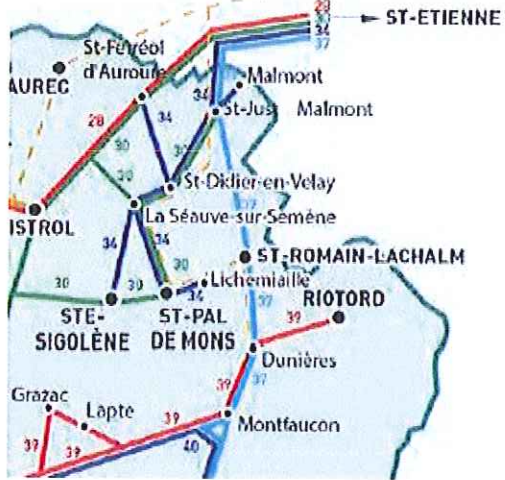


	Plan de Prévention des Risques Naturels d'inondation de la Semène et de la Genouille approuvé le 26 octobre 2011. Comme évoqué ci-dessus, son emprise sera reportée au projet de plan de zonage.
--	--

Exemple :sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives

Saint Victor-Malescours est traversé par la RD23 comptabilisant un trafic d'environ 4 500 véhicules/jour. Cette voie coupe le territoire en deux et pose des problèmes de sécurité pour la traversée, notamment en modes actifs. Un projet de liaison modes actifs est en cours d'étude entre le bourg et le secteur de la Garne qui comporte un équipement sportif sans traverser la RD 23, un emplacement réservé est ainsi inscrit au PLU.

[illegible]

4.9 Air, énergie, climat			
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
<p>Y a-t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire</p>	X		<p><i>Si oui, précisez : gare, réseau de transport en commun, etc...</i></p> <p>L'offre en transport en commun est caractéristique d'une commune du secteur rural :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 ligne de transport : ligne n°37 reliant Saint-Etienne-Montfaucon-Saint-Agrève avec 3 arrêts sur la commune : La Garne, Le Trêve, Faridouay. - Plusieurs services de transports scolaires - Un service de transport à la demande pour les personnes en situation de handicap ou de dépendance géré par le Département.  <p><i>Lignes de bus régionales</i></p>
<p>Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?</p>		X	
<p>Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?</p> <p>Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?</p>	X		<p><u>SRCAE Rhône-Alpes et schéma régional éolien :</u></p> <p>Documents ont été annulés par arrêté du 3 Mai 2016 par la Cour administrative d'appel de Lyon.</p> <p><u>PCET de la Haute-Loire :</u></p> <p>L'objectif du PCET est de formaliser la stratégie du Département pour lutter contre le changement climatique, que ce soit par l'atténuation des changements climatiques (réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations d'énergie) ou l'adaptation à leurs impacts.</p> <p>A ce jour, l'étude de vulnérabilité du territoire est en cours de finalisation et les leviers d'actions mobilisables, que ce soit pour le volet atténuation ou le volet adaptation, seront prochainement étudiés.</p>
<p>Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?</p>		X	
<p>Complétez si nécessaire</p>			

5. Annexes (rappel)


Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre

projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :

- pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;
- pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)

Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	Annexe 1 jointe
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	Annexe 3
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	Annexe 4
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	Annexe 5
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	NC
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	Annexe 2
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	□
Pour tous	OAP	Annexe 7

6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

<p>Date : 3 juin 2019</p> <p>Lieu : SAINT-VICTOR-MALESCOURS</p>	<p>NOM CHAMPAVERT PRENOM JOSEPH</p> <p>SIGNATURE</p> 
---	---

ANNEXE 1

Contacts

Identification de la personne ressource, en charge du suivi du dossier	
Vous indiquerez ici les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	
Contact au service technique ou du bureau d'étude par exemple	Mairie de Saint-Victor-Malescours Le Bourg 43140 SAINT-VICTOR-MALESCOURS Tel : 04 71 61 05 09 Mail : commune.stvictormalescours@orange.fr
Coordonnées nécessaires pour vous joindre : adresse, téléphone, courriel	Murielle TORRES Bureau d'études REALITES Tel : 06 25 40 20 56 Mail : murielle.torres@realites-be.fr

Annexes :

- Annexe 2 : délibération de prescription de la révision du PLU en date du 26 Octobre 2017
- Annexe 3 : délibération lançant le débat sur les orientations du PADD en date du 18 Juin 2018
- Annexe 3 : PADD
- Annexe 4 : plan du PLU approuvé en 2012
- Annexe 5 : 3 projets de zonage du PLU
- Annexe 6 : diagnostic de territoire intégrant l'étude agricole et les enjeux environnementaux
- Annexe 7 : projet d'OAP
- Annexe 8 : projet d'emplacement réservé
- Annexe 9 : document de justification

Il est précisé que le règlement du PLU n'est pas encore réalisé, il est en cours d'étude.